

La Géorgie : corridor, carrefour, limes. Ses atouts et limites dans le jeu international après 2008

A - Le Caucase géorgien : le verrou du "Heartland"

1 - Prendre pied sur l'Eurasie

a - L'exemple de l'empire britannique

Sir Walter Raleigh, explorateur et corsaire de la reine Elizabeth I disait au XVIème siècle :

*" Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même. "*¹⁷⁵

Depuis cette époque, cette vision, d'une efficacité remarquable, a été celle des anglo-saxons. Ils ont colonisé le monde et, au début du XXème siècle, on a pu dire que « le soleil ne se couchait jamais » sur l'empire de la reine Victoria.

Sur quoi la puissance anglaise s'est-elle appuyée ?

L'empire britannique repose sur la maîtrise des mers au plan des échanges commerciaux et au plan militaire. Elle a créé un maillage de stations portuaires, lieux d'approvisionnement en eau douce et en charbon pour les bateaux à vapeur. Ces stations se situent sur les grandes routes maritimes ; détroits, isthmes, îles sont des points de passage privilégiés et deviennent des points d'atterrissage des câbles télégraphiques sous-marins

¹⁷⁵ 'Géopolitique : définition et explications' <<http://www.techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=2612>> [consulté le 16 juin 2013].

qui entourent la terre d'un réseau de communications.

Après la seconde guerre mondiale, la Grande Bretagne a perdu son empire ; mais d'autres anglo-saxons ont pris le relais, les Américains. De la même façon, la prédominance actuelle des États-Unis tient essentiellement au contrôle de quelques verrous maritimes. Et comme la Grande-Bretagne, ils sont maîtres des mers, parce qu'ils tiennent les détroits.

b - La théorie du "Heartland"

Au début du XX^{ème} siècle, deux universitaires ont modélisé les questions de géostratégie, science toute nouvelle à l'époque, l'anglais Halford Mackinder et l'américain Nicholas Spykman.

EN QUOI CONSISTE-T-ELLE ?

Halford McKinder, a élaboré une théorie basée sur le "*Heartland*" dont le centre est la "*région pivot*". C'est une hypothèse de travail qui donne cette région comme "*pivot géographique de l'histoire*".¹⁷⁶

Il divise la terre en trois zones :

"*Heartland*", "*pivot*", "*terre du milieu*" : tous ces termes désignent la région formée par l'Europe de l'Est et la partie nord et intérieure de l'Eurasie. Ce pivot est placé au centre des terres immergées, entre les bassins de la Volga, de l'Ienisseï, de l'Amou Daria, du Syr Daria et des Mers Caspienne et d'Aral.

Le "*croissant intérieur*" ou "*Rimland*"¹⁷⁷, formé des îles proches de l'"*Île Monde*", comme la Grande Bretagne et le Japon. L'Inde, la Chine, l'Europe de l'ouest et le nord de l'Afrique en font également partie. Le "*croissant extérieur*" formé des Amérique Nord et Sud, de l'Afrique du Sud et de l'Australie

"*Heartland*", "*Croissant Intérieur*" et "*Croissant Extérieur*" : voir carte p. 178

D'après lui, l'histoire est la confrontation perpétuelle entre le "*Heartland*" et le

¹⁷⁶ 'La pensée géopolitique de Sir Halford Mackinder : Conclusion'
<<http://www.pascalvenier.com/recherche/?p=542>> [consulté le 8 juin 2013].

¹⁷⁷ ' "Rimland " | Birmingham War Studies' <[http://birminghamwarstudies.wordpress.com/tag/ "Rimland " />](http://birminghamwarstudies.wordpress.com/tag/)
[consulté le 5 juin 2013].

"*Rimland*".

Depuis la nuit des temps, les habitants du *croissant intérieur* subissent la pression des nomades cavaliers venus des steppes de la "*terre du milieu*" et sont régulièrement envahis. Ils l'ont été successivement par les Huns, les Mongols, les Turcs et les Arabes. Ce processus de conquêtes perd de sa vigueur au moment où les européens se dotent de flottes permettant une grande mobilité. Les terres des peuples insulaires comme les Anglais et les Japonais, les Américains et les Australiens deviennent des bastions de la puissance navale, inaccessibles aux coups des cavaliers de la steppe.

Deux mobilités vont dès lors s'affronter : au moment où l'Angleterre amorce la conquête des océans, la Russie s'étend en Sibérie, les chemins de fer permettant aux Russes d'aller aussi vite sur terre que les Anglais sur mer. Et, comme l'a dit Mackinder en 1887 dans une allocution restée célèbre,

*"Il y a aujourd'hui deux types de conquérants : les loups de terre et les loups de mer"*¹⁷⁸

voulant parler de la rivalité anglo-russe en Asie centrale.

Les puissances maritimes doivent donc tout faire pour empêcher que l'*État-pivot* (la Russie) s'empare des terres de sa périphérie (le "*Rimland*"). C'est ce à quoi s'est efforcée la Grande-Bretagne dans sa lutte contre la Russie depuis les guerres napoléoniennes. Elle l'a empêchée d'accéder à la Chine et au Japon à l'est, à l'Inde au sud et à la Turquie au sud-ouest.

Mais à l'époque actuelle de la "*globalisation*" l'épicentre historique se déplace et

*"la perspective historique de demain sera "eurasienne" et non plus confinée à la seule histoire des espaces carolingien et britannique."*¹⁷⁹

Mackinder a résumé son analyse par ce "*théorème*"¹⁸⁰ :

"Whoever rules East Europe commands the "Heartland";

Whoever rules the "Heartland" commands the "World-Island";

¹⁷⁸ Robert Steuckers,, 'Mackinder: VOULOIR', 1986

<<http://vouloir.hautetfort.com/archive/2010/10/17/mackinder.html>> [consulté le 22 avril 2013].

¹⁷⁹ 'Halford John Mackinder (1861-1947)' <<http://foster.20megsfree.com/173.htm>> [consulté le 5 juin 2013].

¹⁸⁰ Mackinder, *Democratic Ideals and Reality*, 1919, p. 106 (Washington, DC: National Defence University Press)[consulté le 13 avril 2013]

*Whoever rules the "World-Island" commands the world.*¹⁸¹

Qui tient l'Europe de l'Est tient le "Heartland"

Qui tient le "Heartland" domine "l'Île Monde "

Qui domine "l'Île Monde " domine le Monde.

"Modèle géostratégique : la thèse du "Heartland " : voir carte p. 179

Cette formule a été revue par Nicholas Spykman en 1942. En effet, il a observé que la théorie du "*Heartland*" était invalidée par la première guerre mondiale au cours de laquelle l'Angleterre et la Russie s'étaient alliées ; et, pendant la seconde, les Américains et les Russes se sont alliés contre l'Allemagne.¹⁸²

L'important est la *zone pivot* dont le cœur stratégique est situé en Europe de l'Est. Tous les pays qui bordent l'Eurasie constituent un croissant marginal ou "*Rimland*". Au-delà se situent les mers et les déserts qui séparent l'Eurasie des terres du croissant insulaire extérieur : Amériques, Afrique sub-saharienne et Australie. Ce n'est donc pas le "*Heartland*" qui compte mais le "*Rimland*". C'est dans cette zone que se joue le vrai rapport de forces entre la puissance continentale et la puissance maritime, entre l'URSS et les États-Unis. Ainsi inverse-t-il le théorème de Mackinder :

"Celui qui domine le "Rimland" domine l'Eurasie ;

*celui qui domine l'Eurasie tient le destin du monde entre ses mains.*¹⁸³

"Schéma géopolitique : les pays de l'Eurasie centrale" : voir tableau p. 180

COMMENT S'APPLIQUE-T-ELLE ?

Il faut la voir comme la théorisation de la lutte incessante entre pouvoirs maritimes et pouvoirs terrestres : cette confrontation est la toile de fond de tous les événements politiques, stratégiques, militaires et économiques majeurs du XX^{ème} siècle. Il faut donc se débarrasser de tout européocentrisme et considérer que l'histoire européenne dépend de l'histoire des immensités continentales asiatiques.

Comme le "*Heartland*" est inaccessible aux puissances maritimes, il est totalement

¹⁸¹ 'Microsoft Word - 0305CentralEurasia_2__newest.docx - 1006Rethinking-4.pdf'

<<http://www.silkroadstudies.org/new/docs/publications/1006Rethinking-4.pdf>> [consulté le 29 avril 2013].

¹⁸² Colonel (ER) Alain Litzellmann, 'Spykman' <<http://alain.litzellmann.free.fr/Spykman.htm>> [consulté le 30 avril 2013].

¹⁸³ Microsoft Word - 0305CentralEurasia_2__newest.docx - 1006Rethinking-4.pdf'. [consulté le 29 avril 2013]

libre. Il va essayer d'atteindre les mers et, avec ses ressources énergétiques quasiment inépuisables, il sera très difficile de l'arrêter. Mais le contrôle réel du monde appartient au "*Rimland*" qui peut contrôler en même temps le "*Heartland*" et le pouvoir maritime.

Les diplomaties occidentales (et surtout anglo-saxonnes) savent pertinemment bien que toute autonomie économique de l'espace centre-asiatique impliquerait automatiquement une fermeture de cet espace au commerce américain et susciterait une réorganisation des flux d'échanges, le "*croissant interne*" ou "*Rimland*" constitué de la Chine, de l'Inde et de l'Europe ayant intérêt alors à maximiser ses relations commerciales avec le centre (la "*Terre du Milieu*" proprement dite). Le monde assisterait à un quasi retour de la situation précolombienne, avec une mise entre parenthèses du Nouveau Monde.

Toute l'énergie britannique puis américaine se déploiera pour que personne n'étende sa souveraineté sur ce « *Heartland* ».

Dans ce contexte, il ne faut pas oublier la sphère islamique dans laquelle il n'y a jamais eu d'unité politique fermement constituée, même au temps de l'Empire Ottoman. Son instabilité est le grand problème géopolitique actuel, car elle empêche le "*Rimland*" de se constituer de la Chine à l'Europe. Tout concourt donc à faire de cette zone qui s'étend du Maroc au Pakistan, des confins des déserts d'Arabie au Caucase russe et au Xinjiang chinois, le lieu des conflits à venir. Ce mouvement a d'ailleurs commencé sous l'impulsion des États-Unis qui sentent bien que leur avenir se joue ici. Aucune raison objective ne justifiait la guerre en Irak, si ce n'est le besoin de se positionner aux marges de l'"*Île Monde*" (*World Island* de Mackinder) renaissante, au cœur du ventre mou islamique. Le conflit afghan et la guerre irakienne permettent utilement d'y entretenir un puissant corps expéditionnaire, au grand dam des Russes et des Chinois.¹⁸⁴

Pour empêcher l'unité du "*Heartland*" et du "*Rimland*", les anglo-saxons ont élaboré la stratégie du « *containment* », concrétisée par la constitution d'alliances sur les "*Rimlands*": OTAN, *Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est* (OTASE ou *Pacte de Manille*), *Traité d'Organisation du Moyen-Orient* (CENTO), *Traité de Sécurité Australie, Nouvelle Zélande, États-Unis* (ANZUS).

¹⁸⁴ Marc Suivre, 'L'aube de l'île monde 3 – OTAN suspend ton vol ? |', 2010 <<http://marcsuivre.wordpress.com/2010/04/12/laube-de-lile-monde-3-otan-suspend-ton-vol/>> [consulté le 11 juin 2013].

LA THÉORIE DU « CONTAINMENT »

Après la seconde guerre mondiale, les disciples de Mackinder ont appliqué ses idées en créant la théorie du « *containment* » ; la Grande Bretagne ayant perdu sa suprématie, ce sont les États-Unis qui ont pris le relais. Leur grande rivale est la Russie, car, pour la première fois de son histoire, elle contrôle et le "*Heartland*" et les pays de l'Europe de l'Est. De plus, en 1945, l'Allemagne est réduite à un tas de ruines : elle risque d'être longue à se relever. Pendant la guerre froide, tous les efforts de l'Occident ont donc été de contenir la Russie soviétique dans ses frontières et de susciter des états démocratiques à sa périphérie.

Dans un ouvrage capital, *Le Grand Échiquier*¹⁸⁵, paru en 1997, Zbigniew Brzezinski ancien conseiller à la sécurité nationale du Président des États-Unis Jimmy Carter, reprend l'image du grand Échiquier : l'Amérique se voit comme un îlot pour lequel le reste du monde est un ensemble hostile devant être fragmenté pour ne pas se coaliser : d'où sa politique de *diviser pour régner*.

L'auteur mettait en garde l'Amérique

*"Whoever controls Eurasia dominates the globe. If the Soviet Union captures the peripheries of this landmass ... it would not only win control of vast human, economic and military resources, but also gain access to the geostrategic approaches to the Western Hemisphere - the Atlantic and the Pacific."*¹⁸⁶

Il continue en déclarant que

*La tâche la plus urgente consiste à veiller à ce qu'aucun État, ou regroupement d'États, n'ait les moyens de chasser d'Eurasie les États-Unis ou d'affaiblir leur rôle d'arbitre."*¹⁸⁷

Pour cela, ils doivent consolider et préserver le pluralisme géopolitique qui prévaut sur la carte d'Eurasie et ne peuvent qu'appuyer les revendications de la Géorgie contre les prétentions abkhazes puisqu'il s'agit aussi de "contenir" la Russie. Et c'est bien ce qu'a répété la Secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, lors d'une conférence à Dublin, le 6

¹⁸⁵ 'Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, 'Le Grand Echiquier (Z. Brzezinski)', <http://www.scriptoblog.com/index.php?option=com_content&view=article&id=476:le-grand-echiquier-z-brzezinski&catid=49:geopolitique&Itemid=55> [consulté le 12 octobre 2012].

¹⁸⁶ Brzezinski, Z, *Game Plan: A Geostrategic Framework for the Conduct of the US-Soviet Contest*, pp22-23. [consulté le 12 avril 2013]

¹⁸⁷ id

décembre 2012, lorsqu'elle a dit :

" Les États-Unis s'opposeront à tout processus d'intégration dans l'espace post-soviétique. "¹⁸⁸

L'analyse stratégique de Zbigniew Brzezinski reprend l'hypothèse de base des géopoliticiens classiques : l'Eurasie est le centre du pouvoir mondial, étant donné qu'elle regroupe la moitié de la population humaine. La clef pour contrôler l'Eurasie est l'Asie centrale. Et la clef pour contrôler l'Asie centrale est l'Ouzbékistan : c'est pourquoi les forces américaines se sont déployées, après le 11 septembre 2001, d'abord dans cette ex-république soviétique. Z. Brzezinski confirme d'ailleurs, dans « *Le Grand Échiquier* », qu'une stratégie de longue durée a été mise en place dès la chute de l'URSS pour favoriser l'implantation économique américaine dans cette zone ; elle devait aussi fortement contribuer à l'affaiblissement de la Russie dans ces régions. Pour lui, le principal objectif de la grande stratégie américaine doit être, au début du XXI^{ème} siècle, de lutter contre l'alliance Chine/Russie, si possible en l'empêchant de se constituer, et si c'est impossible, en limitant la portée et la puissance.

Les Russes, quant à eux, doivent se remettre de la chute de l'URSS, reconstruire leur économie et moderniser leurs armées. Ce travail de remise à niveau n'est pas encore terminé, bien que la Russie soit revenue sur le devant de la scène en tant que grande puissance. Mais certains politologues russes ont remplacé la dialectique matérialiste marxiste par la théorie de Mackinder : **la maîtrise du monde est dans la compréhension de la géographie plus que dans celle de l'histoire, dans l'espace plutôt que dans le temps**. Et ils voient le "*Heartland*" eurasiatique comme une rampe de lancement d'un mouvement anti-occidental qui expulsera les Américains hors de l'Eurasie.

c - Vers un monde multipolaire ?

En géopolitique la multipolarité se manifeste par l'existence de plusieurs pôles de puissances politiques et économiques qui s'équilibrent les uns les autres, les plus forts imposant autour d'eux leur propre vision du monde.

¹⁸⁸ Alexandre Latsa, " "Rimland " : MétaPo Infos", 2012 <[http://metapoinfos.hautetfort.com/tag/ "Rimland "](http://metapoinfos.hautetfort.com/tag/)> [consulté le 24 avril 2013].

De 1945 à 1989, le monde était dominé par deux puissances, la Russie soviétique et les États-Unis. Puis, en 1991, après la chute du mur de Berlin, s'est installée une période d'instabilité dans les anciennes républiques soviétiques qui a fait disparaître l'organisation mise en place par l'URSS. Trois grandes pages de l'histoire contemporaine ont été tournées, géopolitique, stratégique et systémique. Le système international passe de la bipolarité à la multipolarité imparfaite. Aux conflits indirects et gelés succèdent des turbulences et tensions permanentes et diffuses. L'histoire s'est remise en mouvement : un "*monde multipolaire*" s'est installé, opposé au "*monde bipolaire*" de l'époque de la "*Guerre froide*".

ACTEURS DU MONDE MULTIPOLAIRE

Après l'implosion de l'empire soviétique s'ouvre une longue phase de tâtonnements et d'ajustements. L'effondrement du "*Heartland*" comme pivot géographique de l'histoire a valorisé le système maritime mondial et l'unité des océans. D'après la théorie de Mackinder, le "*Rimland*" ne peut plus tomber aux mains des Russes, car ils ont perdu leur puissance. Les anglo-saxons ont les mains libres pour dominer le monde.

C'est dans la zone du littoral eurasiatique que la dynamique des changements, démographiques, économiques et politiques, est la plus forte. Là, la rivalité pour le contrôle des voies d'eau, des isthmes et détroits, sur lesquels repose la sécurité énergétique des Grandes Puissances, montre l'importance du "*Rimland*" planétaire : cet "*anneau des terres*" qui va de la péninsule de Kamtchatka au golfe persique. Ce qui explique que la Géorgie soit une proie disputée entre "*Rimland*" et "*Heartland*" en raison de sa position stratégique de premier ordre.

Par ailleurs, une autre partie d'échecs se prépare, d'autres puissances mondiales émergent : la Chine, le Japon et la Russie qui revient sur le devant de la scène. Les puissances régionales que sont l'Inde, le Brésil, la Turquie, l'Iran, l'Afrique du Sud et l'Argentine prennent de plus en plus d'importance sur la scène internationale, leur économie faisant des prouesses. Le nouveau pivot s'est déplacé vers l'Océan Indien, la région maritime centrale du XXI^{ème} siècle.

"L'histoire du XXI^{ème} siècle sera écrite en Asie et les États-Unis sont là pour aider à écrire cette histoire. La force des pays émergents ne sera pas tant le fait de leurs

forces armées que de leur P.I.B. ¹⁸⁹

C'est ce qu'a explicitement déclaré Hillary Clinton, Secrétaire d'État américaine, en novembre 2012 lors d'un périple à Singapour et dans d'autres pays du sud-est asiatique.

MISE EN PLACE DE CE MONDE MULTIPOLAIRE

Selon toute vraisemblance, le modèle géopolitique dominant de ce XXI^{ème} siècle sera l'Eurasie. Il détermine déjà la politique étrangère, la politique de sécurité et de défense des puissances majeures de la planète (États-Unis, Russie et Chine) ainsi que celle des puissances régionales moyennes comme la Turquie et l'Iran. Un peu partout dans le monde, des ententes entre États, des organisations s'installent pour contrer la puissance tentaculaire des États-Unis. Et pour ces derniers, dont l'hégémonie est de plus en plus ouvertement critiquée, l'important est de rester présents partout où il y a de la richesse et du commerce. Mais conserver le leadership devient de plus en plus problématique.

Lors de la séance d'ouverture du dixième Forum de Bo'ao - équivalent du Forum de Davos pour l'Asie - en avril 2011, le Président chinois Hu Jintao a prononcé un discours fondateur ; il a appelé à l'union de l'Asie autour de valeurs communes basées sur la solidarité, le travail et le développement et a tendu la main aux pays émergents des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

"Nos pays veulent une nouvelle architecture multilatérale" a-t-il déclaré. "Nous devons donc renforcer les mécanismes de coopération régionale, maintenir une sécurité régionale qui garantisse la paix et la stabilité de la région." ¹⁹⁰

La Russie a répondu immédiatement très positivement. Et, rappelant que la Sibérie russe faisait géographiquement partie de l'Asie, le Président Dimitri Medvedev a proposé qu'un *"processus de sécurité et de coopération renforcé permette d'unir toute la région Asie-Pacifique."* ¹⁹¹

La Présidente brésilienne, Dilma Rousseff, a fait le lien entre l'Asie et l'Amérique

¹⁸⁹ Eurasia Review, 'Clinton Says Asia Pivot Is Recognition of Region's Importance Eurasia Review', 2012 <<http://www.eurasiareview.com/18112012-clinton-says-asia-pivot-is-recognition-of-regions-importance/>> [consulté le 22 avril 2013].

¹⁹⁰ Caroline Puel, 'La Chine appelle au réveil d'un monde multipolaire - Le Point', 2011 <http://www.lepoint.fr/economie/la-chine-appelle-au-reveil-d-un-monde-multipolaire-18-04-2011-1320777_28.php> [consulté le 8 mai 2013].

¹⁹¹ Caroline Puel.

latine, soulignant que "*le monde est en train de vivre une transformation en profondeur en sortant des anciens impérialismes.*"¹⁹²

La Chine a posé les bases d'un nouveau cercle d'influence, réunissant les grandes puissances émergentes. Ce nouveau réseau transforme radicalement les rapports de force internationaux hérités du XX^{ème} siècle, qui prévalaient jusqu'à la crise économique de 2008, lorsque les puissances occidentales dirigeaient l'économie et monopolisaient le discours international.

Les pays émergents tentent de former des ententes pour briser leur dépendance vis-à-vis des États-Unis et jouer un rôle international conforme à leurs ambitions et à leurs intérêts. Voici les principales :

- **BRICS** : *Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud*. Pour le moment ces pays sont une force économique, mais ils sont trop divisés pour représenter un bloc stratégique ; ils ne forment pas encore une force politique. Au dernier sommet de Durban¹⁹³, en mars 2013, les BRICS veulent créer leur propre banque de développement pour financer des infrastructures indispensables au progrès de leurs pays. Ils veulent aussi s'émanciper financièrement des fonds de la Banque Mondiale, et donc de l'Occident.
- **ASEAN** : *Association des Nations de l'Asie du Sud-Est* met en place, depuis 2010, la plus vaste et dynamique zone de libre-échange avec la Chine (plus de 950 milliards de dollars d'échanges en 2010) ; elle est apparue totalement acquise à cette cause de coopération régionale.
- **OCS** : *Organisation de Coopération de Shanghai* a été établie en 2001 par les leaders chinois, russe, kirghize, kazakh, tadjik et ouzbek. Il fait suite à un "*Partenariat Stratégique*"¹⁹⁴ entre la Chine et la Russie, signé en avril 1986. C'est un traité de sécurité régionale destiné, dès sa création, à démilitariser la frontière entre la Chine et l'ex-Union Soviétique, à resserrer les relations entre Moscou et

¹⁹² Caroline Puel.

¹⁹³ 'Au Sommet de Durban, les Brics créent leur banque mondiale de développement – Metro', 2013 <<http://www.metrofrance.com/info/au-sommet-de-durban-les-brics-creent-leur-banque-mondiale-de-developpement/mmcA!1LCXIIjvZv1h/>> [consulté le 9 mai 2013].

¹⁹⁴ Brice Pedroletti, 'Le Sommet de Pékin dévoile les ambitions et les limites de l'OCS', 2012 <http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2012/06/09/le-sommet-de-pek-in-devoile-les-ambitions-et-les-limites-de-l-ocs_1715710_3216.html> [consulté le 9 juin 2013].

Pékin et à contrecarrer l'hégémonie américano-occidentale. De nombreux accords sont signés entre les deux pays : transferts de technologie nucléaire civile, exploitation des ressources énergétiques, coopération militaro-industrielle, échanges commerciaux. Puis se sont jointes les républiques du Kirghizstan, du Kazakhstan et du Tadjikistan et enfin de l'Ouzbékistan.

Les domaines de compétence de cette organisation se sont développés et couvrent la lutte contre les trois grands maux que sont "*l'islamisme, le terrorisme et le séparatisme*."¹⁹⁵ Mais leur action comprend aussi la coopération militaire, politique, économique, judiciaire, culturelle et énergétique, entre les pays membres, quoique la coopération sécuritaire et militaire semble être prioritaire, au sein de cet organisme.¹⁹⁶ En 2004 la Mongolie, puis l'année suivante l'Inde, le Pakistan et l'Iran, obtiennent un statut d'observateurs, de même que l'Afghanistan un peu plus tard.

L'ancien Premier Ministre, Jean-Pierre Raffarin, l'un des rares témoins occidentaux à avoir assisté au colloque de Bo'ao, en a tiré trois conclusions :

"Premièrement, chacun de ces BRICS dispose d'un leader crédible, qui a participé à l'émergence de son pays. Ils deviennent des personnalités incontournables de la gouvernance mondiale.

Deuxièmement, c'est bien dans ces pays que se trouve la nouvelle croissance.

*Troisièmement, ces pays véhiculent un message pacifique au moment où le monde est en danger. C'est un élément fort de leur nouvelle importance sur la planète."*¹⁹⁷

2 - Un État-Nation au territoire maîtrisé

a - La Géorgie et ses alliés de seconde zone

¹⁹⁵ Jean-Sylvestre Mongrenier, 'Sommet de l'OCS : vers un axe Russie-Eurasie contre l'Occident ? | Atlantico', 2012 <<http://www.atlantico.fr/decryptage/organisation-cooperation-shanghai-vers-axe-russie-urasie-contre-occident-jean-sylvestre-mongrenier-384738.html?page=0,1>> [consulté le 9 juin 2013].

¹⁹⁶ 'De l'Organisation de Coopération de Shanghai et de ses vastes champs de coopération', 2012 <<http://french.irib.ir/analyses/articles/item/193852-de-l-organisation-de-cooperation-de-shanghai-et-de-ses-vastes-champs-de-cooperation>> [consulté le 11 juin 2013].

¹⁹⁷ Caroline Puel. Op.cit.

POSITION DÉLICATE DE LA GÉORGIE

Elle a le malheur de se trouver dans une région hautement instable, objet des convoitises de ses voisins. Les conflits incessants qui les déchirent les empêchent d'élaborer une véritable coopération régionale, notamment en matière de sécurité à la manière de l'OCS par exemple. Toutes ces tensions expliquent que cette partie du monde soit une poudrière qui peut exploser à tout moment.

Par ailleurs, de par sa position stratégique sur la route du gaz et du pétrole, elle est devenue une proie tentante pour ses ennemis comme la Russie ou ses alliés comme les États-Unis. Ce que veulent ces puissants pays est, soit la conquête physique (Russie), soit en faire une alliée docile par le biais de la mainmise sur son économie (États-Unis).

Pour ce qui est de la Géorgie elle-même, elle veut, en priorité, préserver sa liberté et maintenir la stabilité de la région. Ses dirigeants successifs ont choisi de se rattacher à l'Occident, ce qui, au vu de sa position stratégique, ne peut qu'être profitable à ce dernier, car laisser la Géorgie dans le giron russe serait géo-stratégiquement une perte très importante pour l'Ouest.

Mais les politiques – et les politiciens – changent d'optique au gré de leurs intérêts et pour le Président Obama, la priorité actuelle est de favoriser "*a healthy working relationship with Russia*" comme l'a rapporté Michael McFaul.¹⁹⁸

Ce virement de politique américaine tend à isoler la Géorgie dont la grande peur est d'être sacrifiée si la Russie et Washington s'entendent. Elle essaie donc de calquer au maximum sa politique sur celle des États-Unis et cherche des alliés dans la région. De plus, un autre problème se greffe : elle a reçu, de 2008 à 2010, 4.5 milliards de dollars d'aide de l'Occident et elle est devenue le deuxième bénéficiaire de l'aide américaine après Israël. Elle ne peut plus se permettre de déplaire à ses "bienfaiteurs" et ne s'engage pas trop vis-à-vis de leurs adversaires, en particulier l'Iran avec qui elle ne s'entretient que de tourisme et de commerce.

STABILISATION DE LA RÉGION

Après l'éclatement de l'URSS, les peuples "libérés" ont eu l'impression que tout était

¹⁹⁸ 'Georgia's Saakachvili has a new friend: Iran - The Daily Beast'
<<http://www.thedailybeast.com/newsweek/2010/06/30/the-tbilisi-squeeze.html>> [consulté le 9 juin 2012].

permis et qu'après des décennies de privations, ils allaient enfin pouvoir profiter des mêmes richesses que les pays occidentaux. Un des moyens les plus employés en Géorgie, outre le racket, a été le kidnapping de personnalités du monde financier ou de celui des grandes entreprises.

Du point de vue britannique, il était urgent de stabiliser la région, en particulier la Géorgie, afin d'éviter qu'elle ne sombre dans l'anarchie et ne devienne un foyer incontrôlable de crises pouvant s'exporter en Europe par le terrorisme, l'immigration illégale et incontrôlée ou encore par le crime organisé. L'enlèvement qui a le plus frappé les esprits est celui du banquier anglais Peter Shaw, retenu captif plusieurs mois dans des conditions particulièrement éprouvantes et libéré le 6 novembre 2002.¹⁹⁹ La riposte des États Européens a été sévère :

" Ils ont prévenu les autorités géorgiennes qu'ils pourraient être amenés à suspendre les aides financières accordées jusque-là au pays, à moins que la Géorgie ne prenne les mesures nécessaires à la libération des otages, membres des États Européens, enlevés contre rançon. En juin 2002, le banquier britannique Peter Shaw était enlevé à Tbilissi, puis c'était le tour d'un homme d'affaires allemand."²⁰⁰

Il était donc urgent que la région se donne les moyens de se sécuriser non seulement à l'intérieur de ses frontières, mais aussi qu'elle entretienne des relations de bon voisinage avec les autres pays du sud Caucase et même l'Iran, de façon que la stabilisation de la région soit effective.

RELATIONS AVEC L'ARMÉNIE

L'Arménie est un pays enclavé, frontalier de la Turquie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Iran et n'a aucun débouché sur la mer. Elle est tributaire de ses voisins et de son seul débouché vers le monde extérieur, l'aéroport d'Erevan.

Les seuls pays limitrophes qui acceptent d'avoir des relations commerciales et diplomatiques avec elle sont l'Iran et la Géorgie. En effet, il y a un lourd contentieux entre la Turquie et l'Arménie : la Turquie refuse de reconnaître le génocide des Arméniens qui vivaient en Anatolie en 1915 et d'autre part s'aligne sur la politique d'Azerbaïdjan au sujet du

¹⁹⁹ Pierre Razoux, op. cit. p. 243

²⁰⁰ 'Rideco - Semaine du 30 septembre 2002' <<http://www.bdic.fr/rideco/rd020930.htm>> [consulté le 22 septembre 2012].

Haut-Karabagh. Quant à l'Azerbaïdjan, tant que le problème du Haut-Karabagh ne sera pas résolu, aucun rapprochement entre ces deux pays n'est envisageable.²⁰¹ Turquie et Azerbaïdjan ont imposé à l'Arménie un blocus depuis des années. Pour trouver des débouchés, elle s'est donc tournée vers ses autres voisins, la Géorgie et l'Iran.

Avec la Géorgie, ses relations sont strictement commerciales. Elle dépend d'elle pour le transit et l'importation de biens de première nécessité. La frontière entre les deux pays n'est qu'à demi ouverte en raison de la volonté autonomiste de la minorité arménienne vivant en Djavakhétie, dans le sud de la Géorgie.

RELATIONS AVEC L'IRAN

En 2006, le prix du gaz russe a presque doublé. Pour ne plus dépendre d'un fournisseur unique, la Géorgie a voulu diversifier ses sources d'approvisionnement et a signé un accord gazier avec l'Iran. Les livraisons de gaz iranien représentent 1/3 de la consommation géorgienne et sont complétées par des livraisons de gaz azéri et d'Asie centrale. Mais les États-Unis ont récusé cet accord, car ils refusent un partenariat à long terme Géorgie-Iran ; mais ils acceptent un "dépannage" ponctuel, comme par exemple lors d'une explosion sur le gazoduc qui a privé la Géorgie de gaz pendant un hiver.

*"Lorsque la Géorgie est restée sans gaz en hiver à la suite d'une explosion sur le gazoduc, nous avons fait preuve de compréhension. Mais un partenariat stratégique à long terme entre l'Iran et la Géorgie dans ce domaine est inacceptable pour nous."*²⁰²

a affirmé John Teft, Ambassadeur américain à Tbilissi.

Le Premier Ministre géorgien Zourab Nougaideli a défendu la légitimité des contacts de son pays avec l'Iran dans le domaine des fournitures de gaz, objets de la désapprobation de Washington.

*"Nous achèterons du gaz à l'Iran, il ne peut pas y avoir d'autres solutions, d'autant plus que nous échangerons le gaz iranien contre de l'électricité."*²⁰³

²⁰¹ Vicken Cheterian, 'les ratés de la réconciliation turco-arménienne, Par Vicken Cheterian (Le Monde Diplomatique)', 2012 <<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2012-01-26-turquie-armenie>> [consulté le 22 septembre 2012].

²⁰² Elisabeth Studer, 'Accord gazier Géorgie/Iran: les États-Unis s'en mêlent - Le Blog Finance', 2006 <<http://www.leblogfinance.com/2006/11/accord-gazier-i.html>> [consulté le 13 octobre 2011].

²⁰³ Elisabeth Studer.

Les Russes ont, depuis, pris le contrôle du transit du gaz iranien en Arménie en prenant une part majoritaire du gazoduc acheminant le gaz iranien vers la Géorgie, ce qui rend caducs les accords précédents.²⁰⁴

La Géorgie et l'Iran coopèrent dans d'autres domaines, les ministres des affaires étrangères des deux pays ont signé un premier mémorandum le 22 mai 2010 pour une coopération dans la sphère des médias ; ils ont également supprimé les visas pour leurs ressortissants. Puis un autre accord de coopération concernant l'agriculture, l'énergie, la construction d'une centrale hydroélectrique et le développement de l'énergie éolienne a été signé. Par ailleurs, les deux pays veulent renforcer leurs liens pour l'éducation, les sciences, le commerce. Ils ont aussi établi des relations diplomatiques contre les vœux de Moscou.²⁰⁵

Mais il ne faut pas se leurrer : les relations Géorgie-Iran ne sont pas libres, malgré de longues années de coopération, essentiellement commerciale. Les deux "grands", Russie et États-Unis, imposent leur volonté de garder Géorgie et Iran dans leur sphère d'influence. Il faut que les relations Géorgie-Iran soient transparentes, de façon qu'il n'y ait aucun doute sur les intentions de Tbilissi et qu'ainsi Moscou ne puisse profiter de la situation au détriment de la Géorgie. De plus, l'Iran ne reconnaît pas les régions séparatistes géorgiennes, ce que la Géorgie apprécie ; mais leurs bonnes relations ne signifient en aucune manière que la Géorgie renonce à son but principal : son intégration dans l'Union Européenne et l'OTAN.²⁰⁶

RELATIONS AVEC L'AZERBAÏDJAN

Lancée en juillet 2010 par le Président Mikheil Saakachvili, en présence de son homologue azerbaïdjanais à Batoumi, la proposition de créer une confédération réunissant la Géorgie et l'Azerbaïdjan n'a toujours pas de réalisation concrète. Pourtant, l'idée est séduisante, car, depuis la chute de l'URSS, la coopération entre ces deux pays, est profonde et croissante.

Du point de vue de la Géorgie, l'Azerbaïdjan est son deuxième partenaire économique

²⁰⁴ Gari@armenews.com, 'Nouvelles d'Arménie : la Géorgie doit vendre une partie de son gazoduc à l'Arménie', 2011 <http://www.armenews.com/article.php?id_article=72340> [consulté le 6 septembre 2011].

²⁰⁵ Agence de presse de la république islamique, 'les Ministres Iranien et Géorgien de l'agriculture s'entretiennent de l'élargissement des Relations - Irna', 2012 <<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-41/1204268176093456.htm>> [consulté le 20 septembre 2012].

²⁰⁶ Owen Matthews, 'Georgia's Saakachvili has a New Friend: Iran - Newsweek and The Daily Beast', 2010 <<http://www.thedailybeast.com/newsweek/2010/06/30/the-tbilisi-squeeze.html>> [consulté le 20 septembre 2012].

essentiel, après la Turquie. Zone de passage, la Géorgie tire des revenus des hydrocarbures issus de la Caspienne, étant ainsi reliée par un cordon à l'Azerbaïdjan et à l'Asie Centrale. Ensemble, ces deux pays lancent de nombreux projets d'infrastructures ou industriels importants pour la région : oléoducs Bakou-Tbilissi-Ceyhan, Bakou-Soupsa, Bakou-Tbilissi-Erzurum, construction d'usines de liquéfaction du gaz naturel à exporter vers l'Europe, construction du chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars. Cette nouvelle ligne permettra de désenclaver le Sud Caucase et reliera non seulement la Turquie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, mais desservira à l'ouest l'Europe, à l'est l'Asie Centrale et la Chine. C'est en quelque sorte une nouvelle version de la "*Route de la Soie*".

"Routes du pétrole, nouvelle *route de la soie*" : voir carte p. 174

Pour l'Azerbaïdjan, la Géorgie représente un milieu attractif pour ses investissements et l'écoulement de ses richesses naturelles, et permet d'éviter le Golfe Persique, victime du blocus américain, la Russie en raison de l'instabilité du Nord Caucase et l'Arménie dont le conflit du Haut-Karabagh n'est pas réglé.²⁰⁷ Ils ont un autre point commun : les volontés séparatistes de provinces, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie pour la Géorgie, le Haut Karabakh pour l'Azerbaïdjan.

Ce qui fait que, lors d'une visite de Mikheil Saakachvili à son homologue azéri, les deux Présidents se sont juré une "*amitié éternelle*" et ont déclaré que "*qui que ce soit qui s'oppose soit à la Géorgie, soit à l'Azerbaïdjan est un ennemi de nos deux pays.*"²⁰⁸

Ces paroles d'amitié ne sont pas de vains mots, car, en janvier 2008, alors que la Géorgie, pour une raison indéterminée, a été privée d'électricité et de gaz, l'Azerbaïdjan lui a fourni le nécessaire, au détriment de sa propre population. Mais, selon certains experts géorgiens, cette nouvelle amitié azérie ne vise qu'à attirer l'attention de Washington. Parce qu'en fait, les deux pays n'ont eu de cesse, ces dernières années, de se chercher une place sous le parapluie américain.

b - Le choix de l'Occident, aux marges des mondes orthodoxe et

²⁰⁷ Irakli A. GELUKASHVILI et Shahin YUSIFOV, 'La Confédération Transcaucasienne : idée ancienne, nouvelles approches - regard sur l'est', 2011 <http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1248&PHPSESSID=eea> [consulté le 9 octobre 2012].

²⁰⁸ 'Whoever Opposes Azerbaijan Is Georgia's "Enemy," Says Saakachvili | Asbarez Armenian News', 2011 <<http://asbarez.com/97475/whoever-opposes-azerbaijan-is-georgia%E2%80%99s-%E2%80%98enemy%E2%80%99-says-Saakachvili/>> [consulté le 20 septembre 2012].

musulman

Pour des raisons essentiellement historiques, depuis la chute de l'URSS, la Géorgie a misé sur l'Occident. Une partie de son territoire a subi la domination ottomane, dont elle a été heureuse d'être débarrassée, car sa population est essentiellement orthodoxe. Elle s'est tout naturellement tournée vers l'Europe et les États-Unis pour une aide économique d'une part, car c'est l'un des pays les plus pauvres de la région, et pour une aide militaire d'autre part, afin de doter son armée de matériels compétitifs et de troupes bien formées.

Par ailleurs, sa situation aux confins de deux continents, Europe et Asie, et de trois mondes, catholique, orthodoxe et musulman, lui donne une importance stratégique primordiale.

INFLUENCE DE L'EUROPE

C'est l'Allemagne qui, la première, s'est intéressée à ce pays et a, de ce fait, une grande influence sur lui. Ses relations avec la Géorgie ont commencé il y a près de 200 ans et c'est le premier pays européen à ouvrir une ambassade en Géorgie dès 1922. Elle a été aussi le premier pays à reconnaître son indépendance en 1992 et à y ré-ouvrir une ambassade. Au-delà des liens historiques à préserver, elle cherche à garder la Géorgie dans le giron occidental.

L'Allemagne est le quatrième partenaire commercial de Géorgie, et le premier de l'Union Européenne. Leurs échanges augmentent tous les ans et 2011 a vu une croissance de presque 60%. Les importations ont cru de 144%, les exportations de 40%, et, en tout, les échanges de biens et services se montent à plus de 480 millions d'euros. En novembre 2011, une réunion avec le Premier Ministre géorgien s'est tenue à Berlin pour discuter de l'élargissement des relations d'affaires entre les deux pays.²⁰⁹ La Géorgie représente pour l'Allemagne un débouché potentiel pour ses biens manufacturés et ses industries. Elle est aussi une étape vers l'Iran avec qui Berlin entretient des relations économiques importantes malgré l'embargo américain.

L'Allemagne n'est pas la seule à regarder avec intérêt du côté de Tbilissi : le Royaume

²⁰⁹ 'Deutsch-georgische Beziehungen - Georgien-Nachrichten-Politik-Geschichte-Kultur' <<http://www.georgien-nachrichten.com/deutsch-georgische-beziehungen-deutschland-georgien>> [consulté le 10 octobre 2012].

Uni considère la Géorgie comme un enjeu important sur le plan énergétique et agit surtout par le truchement d'un certain nombre d'*Organisations Non Gouvernementales* dont par exemple le *Halo Trust* qui nettoie les zones rurales minées pendant dernière la guerre.²¹⁰

Quant à la France, qui avait, en son temps, accueilli le Gouvernement géorgien en exil à Leuville-sur-Orge, elle s'implique plus dans les actions humanitaires (envoi de médicaments, assistance culturelle) ou d'éducation sur le plan des Droits de l'Homme et de la démocratie que sur le plan économique. En fait, elle ne veut surtout pas porter ombrage à la Russie, avec laquelle les relations sont parfois difficiles.

Tous ces pays défendent leurs intérêts, mais agissent de manière plus coordonnée et efficace dans le cadre de l'Union Européenne, dont la Géorgie veut faire partie.

ORTHODOXIE

La christianisation de la Géorgie n'est pas un processus homogène ni continu, mais diffère selon les lieux et les époques. La côte de la Mer Noire, et notamment les anciens comptoirs grecs de Trébizonde – historiquement en terre géorgienne – Bathys (Batoumi), Phasis (Poti), Dioscurias (Soukhoumi) et Pityis (Bitchvinta), furent évangélisés très tôt, dès la fin du Ier siècle en suivant les circuits des échanges commerciaux. Les conversions furent d'abord volontaires, et il fallut attendre le baptême du roi Tzaté de Lazique, en 523, pour que le Christianisme devienne la religion d'État de la Géorgie occidentale.

La conversion de la Géorgie orientale fut différente. Elle commença par les communautés juives puis par le reste de la population, dont l'apôtre fut sainte Nino, venue de Cappadoce. La conversion des campagnes fut plus difficile et parfois forcée. Les paysans récalcitrants prirent le maquis et gagnèrent les montagnes, qui, malgré les efforts missionnaires des souverains, restèrent, jusqu'au XXème siècle, des conservatoires de paganisme.²¹¹

"Diversité religieuse du Caucase" : voir carte p. 151

Puis eut lieu l'invasion arabe en 657 et la condition des chrétiens devint très dure :

"Nous sommes réduits en esclavage [...], enchaînés par la pauvreté comme par des

²¹⁰ Pierre Razoux, op. cit. p. 244

²¹¹ Jean-Pierre Mahé, 'Jean-Pierre Mahé, la Géorgie chrétienne - Clio - Voyage Culturel', 2001 <http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/la_georgie_chretienne.asp> [consulté le 7 septembre 2012].

liens de fer, souffrant et peinant sous le poids du tribut qu'on nous extorque."²¹²

Par la suite, au XX^{ème} siècle, l'Église a souffert du communisme, mais après l'effondrement de l'URSS, son autonomie a été rétablie. Depuis l'indépendance, l'Église a rapidement évolué pour réparer les dommages infligés par soixante dix ans de communisme. Et malgré son histoire tourmentée, l'Église de Géorgie a réussi à conserver et sa présence et ses traditions.

Actuellement, la vitalité et la présence de l'Église Orthodoxe se manifestent dans la vie sociale et politique. Elle tente de s'imposer comme l'arbitre du jeu politique et essaie de le réorienter dans un sens moins favorable aux Occidentaux :

"L'Église veut sa revanche sur Saakachvili. Elle hait ses orientations pro-occidentales, les droits de l'homme, la démocratie, l'individualisme, l'Otan. Cette église, bien que nationale, veut un retour dans le giron russo-orthodoxe",

résume le Père Basile Kobakhidze²¹³, théologien orthodoxe géorgien. Dès l'entrée en politique de Bidzina Ivanichvili, le Premier Ministre actuel, les prêtres ont été à ses côtés. Le milliardaire a joué sur la corde ethno-religieuse pour séduire les plus de 80 % d'orthodoxes que compte un pays où se confondent identités religieuse et nationale. La rupture entre Saakachvili et l'Église a été consommée avec l'adoption en juillet 2011 d'une loi octroyant la qualité de personne juridique aux autres groupes religieux "historiquement liés à la Géorgie."

ISLAM

Envahie par les Arabes, la Géorgie a forcément eu des contacts avec le monde islamique. Tbilissi est le centre d'un émirat arabe, et si, en 1122, elle redevient la capitale d'un royaume chrétien, la ville continue d'accueillir des musulmans qui jouissent de certains privilèges. La date de 1555 est généralement considérée comme le début de l'ère ottomane en Géorgie. Les Ottomans contrôlaient déjà l'Empire de Trébizonde (le royaume gréco-lazo-géorgien du littoral de la Mer Noire) depuis 1461 et participaient aux alliances et aux guerres entre États géorgiens.

Aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, l'influence des deux puissants voisins musulmans

²¹² Jean-Pierre Mahé.

²¹³ Régis Genté, 'Géorgie : l'Église orthodoxe a choisi son camp', 2012
<<http://www.lefigaro.fr/international/2012/09/30/01003-20120930ARTFIG00171-elections-en-georgie-l-eglise-orthodoxe-a-choisi-son-camp.php>> [consulté le 12 juin 2013].

est forte : l'Empire ottoman sunnite et l'Empire iranien chiite. Mais la population musulmane ne dépasse pas 15% à cette époque. L'originalité du monde islamique sur le territoire géorgien provient de l'influence du paganisme et du christianisme (peu de pratique de la bigamie, consommation de viande de porc ou d'alcool), et de la coexistence entre sunnites et chiites, parfois dans la même mosquée, comme à Tbilissi.

Il y a deux organisations musulmanes en Géorgie :

- *Le Conseil des Musulmans du Caucase (CMC)* : créé à Bakou en 1937, il est dirigé par le grand Mufti du Caucase.
- *L'Administration de tous les musulmans de Géorgie (AGMA)* : créée en mai 2011, elle est dirigée par un chiite, un sunnite et l'Iman de la mosquée de Tbilissi. Elle se veut un pont entre la communauté musulmane et le Gouvernement géorgien.²¹⁴

La population musulmane de Géorgie est passée sous le seuil des 10% de la population totale, pour se situer entre 300 et 400.000 personnes : leur nombre décroît en raison des migrations consécutives à la chute de l'URSS, de la situation économique, et de l'association entre citoyenneté géorgienne et religion chrétienne orthodoxe. De plus, il y a un certain retour au fondamentalisme : la lutte est engagée entre l'islam traditionnel, qui s'est accommodé depuis des siècles de pratiques locales, et l'islam fondamentaliste, pur et intransigeant. Quatre nouvelles mosquées ont été construites dans les gorges de Pankissi, dont une mosquée wahhabite en 2000, financée par un cheikh d'Arabie Saoudite, contre la volonté de l'administration locale. Et quinze personnes ont été extradées par la Géorgie vers les États-Unis et transférées à Guantanamo, suite à une opération antiterroriste.²¹⁵

"Les Gorges de Pankissi, refuge des musulmans " : voir carte p. 144

"Elevage des porcs – indicateur religieux dans le Caucase " : voir carte p. 150

²¹⁴ Mirian Méloua, 'les Musulmans de Géorgie (juillet 2011) - COLISÉE]', 2011 <http://www.colisee.org/article.php?id_article=2848> [consulté le 12 juin 2013].

²¹⁵ Guiorgui Sanikidzé, 'La Géorgie : entre Perse et Europe ', (mars 2009), <http://www.mollat.mobi/livres/la-georgie-entre-perse-europe-9782296075139.html#sthash.FuV2Zz9n.dpuf> [consulté le 12 juin 2013].

B - "Hard power" et "soft power", la combinaison subversive

1 - Le "soft power" ou l'attraction d'un modèle culturel

Les notions de "hard power" - ou puissance coercitive ou encore puissance dure - et de "soft power" - ou puissance douce - sont des concepts inventés en 1990 par Joseph Nye, Secrétaire Adjoint à la Défense sous la présidence de Bill Clinton, géo-politologue, spécialisé en relations internationales à un moment où l'hégémonie américaine semblait en déclin. Selon lui,

*" le soft power est, pour un état, une manière indirecte d'exercer le pouvoir. C'est en raison de sa force d'attraction que d'autres pays admirent ses valeurs, veulent suivre son exemple, et atteindre son niveau de prospérité. "*²¹⁶

Le "soft power" regroupe ainsi l'ensemble des forces d'influence idéologiques douces mais offensives que peuvent être la culture, le mode de vie ou juste l'image que l'autre (celui à influencer) perçoit. Et ainsi, le "soft power" combiné au *hard power*, participe à la consolidation de la puissance politique et géopolitique d'une nation.

Et il explique que, pour l'Amérique, actuellement,

*"le plus important ce n'est pas notre armée, mais le fait qu'un million et demi d'étrangers viennent chez nous suivre des études, que des millions d'autres souhaitent voir des films américains et adopter l' "american way of life". Ceux sur qui nous exerçons une fascination ne nous feront jamais la guerre ; au contraire ceux sur qui nous n'exerçons aucun pouvoir attractif (les islamistes, par exemple) peuvent constituer une menace. "*²¹⁷

De nombreux dirigeants politiques ont repris ce concept depuis une dizaine d'années. Colin Powell l'a employé au Forum économique mondial, en 2003, pour décrire la capacité d'un acteur politique (comme un État, une firme multinationale), une ONG, une institution internationale (comme l'ONU ou le FMI) voire un réseau de citoyens (comme le mouvement

²¹⁶ 'Sur le Soft (et Hard) Power : les deux faces de la Médaille', 2011 <<http://terrealalune.blogspot.fr/2011/07/sur-le-soft-et-hard-power-les-deux.html>> [consulté le 9 mai 2013].

²¹⁷ Pierre-Antoine PLAQUEVENT, 'L'Empire invisible : *Soft-Power* et domination culturelle | les Non Alignés :', 2011 <<http://www.les-non-alignes.fr/node/195>> [consulté le 11 mai 2013].

altermondialiste) d'influencer indirectement le comportement d'un autre acteur ou la définition par cet autre acteur de ses propres intérêts à travers des moyens non coercitifs (structurels, culturels ou idéologiques).

Mais suivre cette politique de "soft power" n'empêche pas les États-Unis de s'armer pour utiliser s'il le faut le "hard power" ; en effet, ils suivent en cela Raymond Aron qui disait :

*"Avec l'instrument militaire, vous ne pouvez pas tout faire. Mais sans l'instrument militaire, vous ne pouvez rien faire."*²¹⁸

Les États-Unis, réalisant à eux seuls près de la moitié (47%) des dépenses militaires mondiales, ont reconstruit leur "hard power".

a - L'attraction des élites caucasiennes pour l'Occident et surtout pour les États-Unis

L'attrait de l'Occident était indéniable pour les populations sous la férule soviétique ; malgré le rideau de fer, elles ont pu se faire une idée du "monde libre" grâce des émissions de radio venant des États-Unis comme "la Voix de l'Amérique", ou d'Europe comme "Radio France Internationale ". Ce désir d'occidentalisation, rêve théoriquement impossible, a pu être concrétisé par la chute de l'empire soviétique. Dès 1990, le "soft power" des États-Unis s'est mis en place et les universités américaines ont proposé des bourses d'études à de nombreux ressortissants des ex-républiques soviétiques.

C'est ainsi que Mikheil Saakachvili a obtenu un Master de droit à l'Université Columbia de New-York grâce à une bourse du département d'État des États-Unis via le programme de partenariat de diplômés du FSA (*Freedom Support Act*) d'Edmund Muskie. En 1993, il est diplômé de l'Institut des Droits de l'Homme de Strasbourg. En 1995-1996, il suit la formation "Post Graduate" de l'Université de droit de Washington.

Comme autre exemple, Kakha Lomaïa , le "cerveau" de "Kmara!" (Assez ! en géorgien), mouvement de contestation de la politique du Président Chevardnadze, contribua fortement à sa chute. C'est un universitaire anglophone longtemps à la tête de la Fondation Georges Soros en Géorgie. Après la "Révolution des Roses", il devient Ministre de

²¹⁸ 'Sur le Soft (et Hard) Power : les deux faces de la médaille'. [consulté le 9 mai 2013]

l'Éducation et des Sciences dans le nouveau Gouvernement du Président Saakachvili et propose de nombreuses réformes. C'est ainsi que de nombreux membres du mouvement contestataire "*Kmara!*" ont eu des responsabilités au sein de la nouvelle équipe Gouvernementale après la "*Révolution des Roses*".

Il faut noter que l'un des conseillers du Président Saakachvili, Raphaël Glucksmann (fils du philosophe parisien) était de nationalité française ; il a fait la connaissance de Mikheil Saakachvili quand ce dernier faisait ses études à Kiev. De même, l'américain Daniel Kunin, éminence grise et conseiller du Président depuis 2003, a travaillé à resserrer les liens de la Géorgie avec l'Occident.²¹⁹

b - La Géorgie, cible des ONG américaines

L'implantation d'*Organisations Non Gouvernementales* (ONG) dans nombre de pays de l'ex-Union Soviétique illustre bien la manière dont le "*soft power*" peut influencer sur la politique à long terme dans une région. Dès qu'elles l'ont pu, les ONG occidentales, essentiellement américaines, se sont installées partout dans le bloc anciennement communiste.

En raison de sa situation stratégique sur la route des pipelines amenant le pétrole en Europe de l'Ouest, la Géorgie a été particulièrement travaillée par les ONG. La première à venir sur son sol, en 1994, est l'*Open Society Institute* du milliardaire américain, George Soros. C'est elle qui a financé le mouvement "*Kmara!*" instigateur de la "*Révolution des Roses*" : selon un militant géorgien faisant partie de ce mouvement "*George Soros a été cruellement déçu par Chevardnadze... et nous disait qu'il fallait se débarrasser de lui.*"²²⁰ Dès 2003 George Soros promet 40 millions de dollars pour soutenir la cause des démocrates géorgiens.

L'ONG *National Democratic Institute* est un think tank lié au parti démocrate américain ; c'est une émanation de l'ONG *National Endowment for Democracy* dirigée par Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État de Bill Clinton. C'est cette fondation qui s'est

²¹⁹ 'Daniel Kunin Interview: Georgia's Alistair Campbell - Telegraph'
<<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/georgia/2608953/Daniel-Kunin-interview-Georgias-Alistair-Campbell.html>> [consulté le 7 juin 2013].

²²⁰ 'CubaSolidarityProject : Message : Un Baccardi dans votre Open Society, tactique du Coup d'État "Démocratique"', 2003 <<http://fr.groups.yahoo.com/group/CubaSolidarityProject/message/4547>> [consulté le 12 mai 2013].

chargée de réaliser la saisie informatique des listes d'électeurs, dont les nombreuses erreurs ont ensuite alimenté le ressentiment populaire et les soupçons de trucage. L'ONG *Freedom House* de l'ancien chef de la CIA James Woolsey a comme objectif d'ancrer l'Occident à l'Est.

Ces deux dernières ONG financent les campagnes électorales et certaines radios et télévisions, comme "*Roustavi 2*", chaîne privée à diffusion nationale.

D'autres ONG moins importantes et moins riches sont liées à l'UNESCO. Pour n'en citer que quelques unes (les premières par ordre alphabétique) : Amnesty International (AI), l'*Association des états généraux des étudiants de l'Europe* (AEGEE-Europe), l'*Association des journalistes européens* (AJE), l'*Association européenne de l'université*, l'*Association francophone d'amitié et de liaison* (AFAL), l'*Association internationale de relations publiques* (AIRP), l'*Association internationale des éducateurs à la paix* (AIEP), l'*Association internationale des urbanistes* (AIU), l'*Association internationale du théâtre amateur* (AITA), l'*Association mondiale des guides et des éclaireuses* (AMGE), l'*Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique* (AMORIT), l'*Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires* (AMARC), *Caritas Internationalis* (CI), *Action contre la Faim* (ACF)....

Ces ONG ont été le cheval de Troie dans les pays de l'Est et ont, peu à peu, persuadé les élites de la supériorité de l'Occident. Cela a été particulièrement vrai pour le Président Saakaschvili. Et en janvier 2005 la "*Déclaration des Carpates*" commune à Victor Youshchenko, Président d'Ukraine, et Mikheil Saakaschvili entérine un travail de longue haleine de ces ONG occidentales :

"Les peuples d'Ukraine et de Géorgie ont prouvé que les régimes anti-démocratiques ne pouvaient pas s'opposer aux vœux de la majorité et aux droits fondamentaux des populations. [...]"

*"Nous suivrons le chemin qui conduit à la construction d'une Europe unie et démocratique et nous poursuivrons le développement de relations amicales avec tous nos voisins."*²²¹

Les dirigeants géorgiens, persuadés de la supériorité du modèle américain, vont

²²¹ «La Déclaration Des Carpates» [Agencia IPI]. <http://www.a-ipi.net/article15912.html> [consulté le 8 septembre 2012]

s'efforcer au maximum d'intégrer les organismes internationaux, en particulier l'OTAN et l'Union Européenne.

2 - Politique de l'OTAN vis-à-vis de la Géorgie

Créée le 4 avril 1949, l'*Organisation du Traité de l'Atlantique Nord* (OTAN) avait pour vocation initiale d'assurer la sécurité du continent européen après la Seconde Guerre mondiale, en s'opposant à toute tentative expansionniste de l'Union Soviétique.

Entre 1955 et 1991, les adversaires naturels de l'OTAN étaient les signataires du Pacte de Varsovie, organisation de sécurité collective de tous les pays sous tutelle soviétique et se présentant comme politiquement et militairement symétrique à l'Alliance Atlantique. Selon les ambitions affichées par son Secrétaire Général, le britannique Hastings Lionel Ismay, le rôle de l'OTAN consistait, au cours des années de guerre froide, à "*garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur.*"²²²

Depuis l'implosion de l'URSS en 1991, l'Organisation a dû faire face à de nouvelles menaces, comme les revendications nationalistes dans l'ancien bloc communiste et l'essor du terrorisme international. Poursuivant leur vocation de stabilisation, les pays de l'Alliance ont établi depuis 1994 un "*Partenariat pour la Paix*" avec la Russie et certains pays de sa zone d'influence.

a - Les précédents yougoslave et afghan : le dépassement du contrat atlantique

Une des grandes menaces pesant actuellement sur le monde est le terrorisme qui peut frapper aléatoirement n'importe quand et d'importe où. Il y a eu les attentats du 11 septembre 2001 à New York, du 11 mars 2004 à Madrid, du 7 juillet 2005 à Londres, du 29 mars 2010 à Moscou et beaucoup d'autres encore. Le terrorisme met en danger la sécurité intérieure des États qui ont le devoir de protéger leur population mais les moyens pour le faire ne sont pas faciles à trouver ni à mettre en œuvre.

²²² Erick-Levi Libende mibolu, 'Memoire Online - L'OTAN face aux nouveaux défis sécuritaires de l'après Guerre Froide - Erick-Levi Libende Mibolu' <http://www.memoireonline.com/08/11/4739/m_LOTAN-face-aux-nouveaux-defis-securitaires-de-lapres-guerre-froide7.html> [consulté le 17 mai 2013].

A la suite des attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, l'OTAN a invoqué, pour la première fois de son histoire, l'Article 5 qui fixe le principe fondamental selon lequel une attaque armée contre l'un de ses membres est considérée comme une attaque dirigée contre tous ses membres. Selon cet article les membres de l'OTAN ont fait jouer la clause relative à la défense mutuelle, en déclarant que ces attentats constituaient une attaque contre tous les pays membres de l'Alliance. Et, le 2 octobre 2001, à la suite d'exposés faits à l'OTAN par des envoyés des États-Unis affirmant que les attentats étaient perpétrés depuis l'étranger, la décision d'invoquer l'Article 5 a été confirmée.

Cette décision historique a été suivie d'une série de mesures destinées à aider les États-Unis dans leur campagne contre le terrorisme.²²³ L'OTAN s'est engagée activement dans cette lutte. Elle a lancé ses premières opérations hors de la zone euro-atlantique et, de ce fait, a entamé une vaste transformation de ses capacités. Le 4 octobre 2001, après qu'il a été établi que les attaques avaient été dirigées depuis l'étranger, Colin Powell affirma au monde entier que

*"les États-Unis détiennent des preuves de l'implication afghane dans les attentats du 11 septembre et qu'elles seront fournies au Conseil de sécurité."*²²⁴

L'OTAN a approuvé huit mesures pour appuyer l'action des États Unis. A leur demande, elle a lancé sa toute première opération antiterroriste, "Eagle Assist", de la mi-octobre 2001 à la mi-mai 2002. C'était la première fois que les moyens militaires de l'OTAN étaient déployés à l'appui d'une opération relevant de l'Article 5.

*"Operation "Eagle Assist", 9 October 2001-15 May 2002"*²²⁵

Following the 11 September terrorist attacks against the United States, NATO provided five NAEW&CF (NATO Airborne Early Warning and Control Force) aircraft to the US to support the US Operation "Noble Eagle" to defend its airspace and prevent further attacks like those of 11 September. The aircraft deployed to Tinker Air Force Base on 9 October 2001 and conducted the first NATO flight to protect US airspace on 15 October. On 16 January 2002 the NAC authorised the deployment of

²²³ OTAN / DOC OFFICIEL, 'Prague Summit : Terrorism', 2002 <http://www.nato.int/docu/comm/2002/0211-prague/in_focus/terrorism/index-f.htm> [consulté le 19 mai 2013].

²²⁴ J.L. Mélançon, '28 | Septembre | 2008 | Monde en question', 2008 <<http://mondeenquestion.wordpress.com/2008/09/28/>> [consulté le 19 mai 2013].

²²⁵ 'NATO's First Operations - NATO Operations, 1949-Present.pdf' <http://www.aco.nato.int/resources/21/NATO_Operations,_1949-Present.pdf> [consulté le 20 mai 2013].

two additional NATO E-3A aircraft for "Eagle Assist". During the more than seven months of Operation "Eagle Assist", NATO E-3A aircraft flew 447 sorties with a total of 4,719 flying hours"

Le 26 octobre 2001, l'Alliance a lancé sa deuxième opération antiterroriste, "Active Endeavour", en réaction aux attaques dont les États-Unis avaient été victimes. Des éléments des forces navales permanentes de l'OTAN ont été déployés en Méditerranée orientale pour y effectuer des patrouilles et surveiller la navigation, de façon à détecter et à décourager les activités terroristes, y compris les trafics illicites. En mars 2004, l'opération "Active Endeavour" a été étendue à la Méditerranée tout entière.

Operation "Active Endeavour", 26 October 2001 –Present²²⁶

On the day after the terrorist attack on the US on 11 September 2001 the NAC decided that if the attack had been perpetrated from abroad, it would be considered an act covered by Article 5 of the Washington Treaty. The NAC confirmed this declaration on 2 October 2001, and the following day the US requested that NATO provide a presence in the Eastern Mediterranean to demonstrate resolve during the crisis. The NAC agreed on 4 October, and after the O PLAN was promulgated on 26 October, naval patrols in the Eastern Mediterranean began. Subsequent revisions to the plan including providing escorts to Allied shipping through the Straits of Gibraltar, conducting Mine Counter Measures (MCM) route surveys in defined areas and ports, boarding suspect vessels, and extending the scope of the operation from the Eastern Mediterranean to the entire Mediterranean"

Appliquant toujours la théorie du "Heartland" et du "Rimland", les États-Unis poursuivent leur politique de « *containment* » de la Russie. Ils utilisent l'OTAN comme bras armé, chaque fois qu'ils pensent que leurs intérêts sont menacés, même dans des régions à l'origine sans aucun lien avec l'Atlantique Nord.

KOSOVO

Le meilleur exemple en est la guerre au Kosovo, après l'éclatement de la Yougoslavie. Pour les Serbes, le Kosovo est le berceau de leur nation et pour les Albanais, il a toujours été albanais. En 2008, le Kosovo proclame unilatéralement son indépendance par rapport à la

²²⁶ 'NATO's First Operations - NATO Operations, 1949-Present.pdf'. *ibid.*

Serbie avec le soutien des États-Unis et de l'Union européenne. La Serbie conteste cette proclamation d'indépendance unilatérale et considère toujours le Kosovo sa province méridionale.²²⁷

Le 30 janvier 1999, sous la pression des Américains, le conseil de l'OTAN autorise son Secrétaire Général à engager des actions militaires. Et le 10 juin de la même année, le Conseil de Sécurité des Nations Unies vote la "*Résolution 1244*" qui approuve l'accord négocié par l'OTAN et décide l'envoi d'une présence internationale civile et militaire au Kosovo. Des troupes de la KFOR (*Kosovo Force*) assurent toujours actuellement la sécurité au Kosovo, même si, depuis 2012, le nombre de soldats a été réduit de 15.000 à 6.200 hommes.

Cette reconnaissance du Kosovo par les Occidentaux n'a pas été du goût des dirigeants russes et les opérations militaires qu'ils ont menées en Géorgie sont le signe de leur revanche. C'est le moment choisi par Moscou pour passer à la méthode radicale, la guerre préventive, avec comme objectif de porter un coup d'arrêt définitif à l'expansion de l'OTAN à l'Est, et de laver de manière spectaculaire les humiliations militaires des années 1990, un des thèmes récurrents du système mis en place par Vladimir Poutine.²²⁸

AFGHANISTAN

La raison officielle de l'intervention des États-Unis en Afghanistan, via l'OTAN, est la lutte contre le terrorisme, le terrorisme des Talibans et des fidèles d'Oussama ben Laden après sa mort. Les Américains veulent détruire tous les centres de formation aux actions terroristes dans ce pays. En novembre 2007, le Président N. Sarkozy a justifié la présence de troupes françaises en Afghanistan en disant : "*ce qui est en cause dans ce pays, c'est l'avenir de nos valeurs et celui de l'Alliance Atlantique.*"²²⁹

L'Organisation poursuit aussi son objectif premier : aider les autorités afghanes à assurer efficacement la sécurité dans tout le pays et veiller à ce qu'il ne puisse plus jamais

²²⁷ RIA-Novosti, 'L'OTAN ne quittera pas le Kosovo (Rasmussen) | International | RIA-Novosti', 2013 <<http://fr.rian.ru/world/20130131/197392503.html>> [consulté le 14 mai 2013].

²²⁸ Nathalie Nougayrède, 'Géorgie, OTAN, Kosovo : la revanche russe - LeMonde.fr', 2008 <http://www.lemonde.fr/idees/article/2008/08/11/georgie-otan-kosovo-la-revanche-russe-par-nathalie-nougayrede_1082334_3232.html> [consulté le 25 mai 2011].

²²⁹ 'La Guerre de l'ombre des français en Afghanistan : 1979-2011 - Jean-Christophe Notin - <http://www.defense.gouv.fr/actualites/memoire-et-culture/la-guerre-de-l-ombre-des-francais-en-afghanistan-1979-2011> [consulté le 20 mai 2013].

redevenir un sanctuaire pour les terroristes. Depuis août 2003, la *Force Internationale d'Assistance à la Sécurité* (FIAS), dirigée par l'OTAN, conduit des opérations de sécurité, tout en se consacrant à la formation et au développement des *Forces de Sécurité Nationales afghanes* (ANSF). La Géorgie participe aux forces de la FIAS et a envoyé 174 hommes en 2009 et 925 en 2011 pour la renforcer.

Lancé en 2011, le processus de transition vers la prise en charge par les Afghans de la pleine responsabilité de la sécurité devrait se terminer fin 2014, lorsque la mission de la FIAS arrivera à son terme. L'OTAN dirigera alors une mission de suivi pour continuer de soutenir le développement des compétences des *Forces de Sécurité Nationales afghanes*. La coopération élargie entre l'OTAN et l'Afghanistan se poursuivra dans le cadre de l'*Accord de Partenariat Durable*, signé en 2010 au sommet de Lisbonne. Le Haut Représentant civil de l'OTAN met en œuvre les objectifs politico-militaires de l'Alliance en Afghanistan, en liaison avec le Gouvernement afghan, la société civile, les représentants de la communauté internationale et les pays voisins.²³⁰

Ils y a deux autres raisons de la présence de l'OTAN dans ce pays, moins avouables publiquement : la poursuite de la politique de « *containment* » de la Russie, et surtout le contrôle du pétrole, du gaz et des pipelines autour de la Mer Caspienne, afin de transporter le pétrole et le gaz depuis le côté est de la Mer Caspienne vers des marchés du Pakistan et de l'Inde.²³¹

b - L'extension orientale de l'OTAN aux marges de l'empire russe

Depuis la chute du mur de Berlin, l'OTAN a progressivement élargi son influence à l'Est, en acceptant de nouveaux membres à part entière comme la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie en 1999, l'Estonie et la Bulgarie en 2004 ou l'Albanie en 2009. La Turquie, quant à elle, fait partie de l'OTAN depuis le 18 février 1952. Et elle est frontalière de la Géorgie. Par ailleurs, quatorze pays sont associés, dont les anciens membres de l'Union Soviétique.

Pour s'ancrer encore plus à l'Est, l'Alliance Atlantique a signé de nombreux *Accords*

²³⁰ Nato, 'NATO - Topic : L'OTAN et l'Afghanistan', 2012
<http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_8189.htm> [consulté le 14 mai 2013].

²³¹ Rudo de Ruijter, 'Afghanistan : 5 ans après le début de la guerre retour sur les causes | Mondialisation', 2006
<<http://www.mondialisation.ca/afghanistan-5-ans-apres-le-d-but-de-la-guerre-retour-sur-les-causes/3643>>
[consulté le 19 mai 2013].

de Coopération, les Partenariats Pour la Paix (PPP), avec la plupart des États est-européens non membres de l'OTAN et tous les pays de la CEI. Ces Partenariats sont des accords bilatéraux extrêmement souples : chaque état souhaitant y participer décide, en collaboration avec les États membres, du niveau de collaboration qu'il souhaite entreprendre. L'objectif est avant tout de maintenir des échanges d'informations avec les anciens États membres de l'URSS. Parmi ces partenaires on trouve : l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Autriche, la Biélorussie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Finlande, la Géorgie, l'Irlande, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Macédoine, la Moldavie, le Monténégro, l'Ouzbékistan, la Russie, la Serbie, la Suède, la Suisse, l'Ukraine, le Tadjikistan et le Turkménistan.

En ce qui concerne la Russie, l'OTAN cherche à élaborer une vision pratique de la coopération par le biais de programmes. Le fait que les dirigeants et la population russes perçoivent l'expansion de l'OTAN vers l'Est comme préjudiciable à la sécurité et à l'image de leur pays doit être pris en compte. C'est pour cette raison que l'OTAN semble disposée à suspendre l'engagement qu'elle avait pris envers la Géorgie et l'Ukraine, lors du sommet de Bucarest, d'une future invitation à entrer dans l'Alliance Atlantique. Mais la simple perspective d'une adhésion de ces deux pays à l'Alliance continue d'empoisonner le dialogue entre l'OTAN et la Russie. C'est pourquoi, entre autres, les dirigeants de l'OTAN tergiversent et diffèrent l'adhésion de la Géorgie en son sein.

Il faudrait que l'OTAN arrive à impliquer la Russie dans la solution d'après-guerre géorgienne. Il n'est pas exclu que Moscou refuse et opte pour une confrontation avec l'Occident. Mais l'OTAN aura fait de son mieux pour éviter pareille issue. Ce dialogue doit s'accompagner d'une coopération stratégique concrète sur des questions telles que la défense antimissile, l'accès à l'Afghanistan et le règlement diplomatique de la question iranienne.²³²

3 - La Géorgie peut-elle entrer dans l'Union Européenne ?

Les deux ambitions de la Géorgie sont d'une part intégrer l'OTAN et d'autre part faire partie de l'Union Européenne. La réalisation de la première semble s'éloigner de plus en plus, car son adhésion à l'OTAN poserait trop de problèmes aux Occidentaux en regard de leurs

²³² OTAN /Charles A. Kupchan, 'Le moment est venu de décider : l'OTAN face à des choix difficiles pour l'avenir', 2009 <http://www.nato.int/docu/review/2009/0902/0902_NATOFUTURE/FR/> [consulté le 25 mai 2013].

relations avec la Russie. Pour la seconde, un oui définitif n'est pas encore acquis, mais la Géorgie a tout intérêt à convaincre l'Europe de l'accepter. Les dirigeants géorgiens entendent bien profiter de la situation exceptionnelle de leur pays au carrefour eurasiatique pour booster leur économie et attirer les investisseurs. Leur but est de faire de l'Union Européenne leur principal partenaire économique et commercial, alors qu'actuellement environ 1/3 seulement de ses débouchés à l'exportation sont européens.

Le 30 septembre 2011, le Premier Ministre français, François Fillon, a déçu les espoirs de l'Ukraine et de la Géorgie en ce qui concerne l'Union Européenne, estimant, lors d'un sommet à Varsovie, que ce n'était pas le moment. Il a déclaré :

*"Je comprends leur attente, mais il serait contre-productif de lancer maintenant le débat sur la forme finale des liens que doivent prendre les relations entre l'Ukraine et la Géorgie d'une part, et l'Union Européenne d'autre part."*²³³

La France et l'Allemagne sont très réticentes à l'idée d'élargir les frontières de l'Union Européenne à l'Ukraine notamment. La déclaration finale du sommet de Varsovie traduit ces divergences : l'Union Européenne se borne à "*reconnaître les aspirations européennes*" des six pays de l'ex-URSS, alors que la Pologne aurait souhaité qu'on leur ouvre une "*perspective européenne*", à l'instar des pays de l'ex-Yougoslavie.

Pour autant, l'Union Européenne a des liens forts avec la Géorgie en raison de sa *Politique de Voisinage*, du *Partenariat Oriental* et de sa présence aux frontières abkhaze et ossète pour prévenir tout incident.

a - Politique européenne de voisinage

Le 11 mars 2003 était lancée la politique européenne de voisinage par le Président de la Commission européenne, Romano Prodi. Le document "*L'Europe élargie - Voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud*"²³⁴ propose un nouveau concept, celui de la *politique de voisinage* de Marrakech à Moscou, pour les pays voisins de

²³³ AFP, 'UE : la France réticente à d'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie - Le Point', 2011 <http://www.lepoint.fr/economie/ue-la-france-reticente-a-d-adhesion-de-l-ukraine-et-de-la-georgie-30-09-2011-1379128_28.php> [consulté le 19 décembre 2011].

²³⁴ 'L'Europe Élargie - Voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud - Communication de la Commission au conseil et au Parlement Européen - COM(2003) 104 Final - Com03_104_fr.pdf' <http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com03_104_fr.pdf> [consulté le 14 juin 2013].

l'Est et du Sud de l'Union Européenne, qui n'ont pas vocation à entrer dans cette dernière. La *Politique Européenne de Voisinage* (PEV) a été développée en 2004.

En résumé, cette politique consiste à :

- éviter l'émergence de nouvelles lignes de division entre l'Union Européenne élargie et ses voisins ;
- renforcer la prospérité, la stabilité et la sécurité de tous.

et se traduit par l'élaboration de plans d'action fondés sur :

- une différenciation des ambitions et des exigences de l'Union Européenne vis-à-vis de chacun de ses partenaires ;
- une perspective de participation progressive des pays concernés au marché intérieur ;
- le maintien du cadre institutionnel existant (accords de partenariats et de coopération avec les pays de l'Est, accords d'association avec les pays du Sud).²³⁵

L'Union Européenne propose aux nouveaux adhérents une relation privilégiée, basée sur un engagement mutuel en faveur de valeurs communes : la Démocratie et les Droits de l'Homme, la règle de droit, la bonne gouvernance, les principes d'économie de marché et le développement durable. La *Politique Européenne de Voisinage* va au-delà des relations existantes pour offrir une relation politique et une intégration économique plus poussées. Le niveau d'ambition des relations dépend de la manière dont ces valeurs sont partagées. Elle reste distincte du processus d'élargissement, même si elle ne préjuge pas, pour les voisins européens, de l'évolution future de leurs relations avec l'Union, conformément aux dispositions du Traité.

L'élément central de la *Politique Européenne de Voisinage* repose sur les "*Plans d'Action Bilatéraux*" approuvés mutuellement par l'Union Européenne et chaque partenaire. Ceux-ci définissent un programme de réformes économiques et politiques avec des priorités à court et moyen terme.

Lors de sa réunion du 14 juin 2004, le Conseil de l'Union Européenne, pour les

²³⁵ Toute l'Europe, 'Toute l'Europe : la Politique Européenne de Voisinage' <<http://www.touteurope.eu/fr/actions/rerelations-externes/politique-de-voisinage/presentation.html>> [consulté le 13 septembre 2012].

affaires générales et relations extérieures, décide d'inclure la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans la *Politique de Voisinage*. Ces pays ont élaboré des plans d'action qui ont été acceptés et mis en œuvre en 2005 pour l'Ukraine, et en novembre 2006 pour la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.²³⁶

L'inclusion de la Géorgie dans la *Politique de Voisinage* a marqué une étape importante dans ses relations avec l'Union Européenne. C'est le 14 novembre 2006 qu'a été conclu un plan afin de fixer les objectifs stratégiques de cette coopération. Il porte sur une période de cinq ans et devrait être renouvelé. Il permet de réaliser les dispositions de l'*Accord de Partenariat et de Coopération* (APC) et autorise de nouveaux domaines de coopération pour encourager et soutenir une éventuelle intégration dans l'Union Européenne.²³⁷

b - Partenariat Oriental

Initié en juin 2008 par la Pologne et la Suède, le projet a été remis à l'ordre du jour par la présidence tchèque du Conseil de l'Union Européenne en 2009, après la crise entre la Russie et la Géorgie d'août 2008. Malgré la priorité accordée par la présidence polonaise du Conseil à ce dossier, le "*Partenariat Oriental*" n'avait toujours pas véritablement démarré.

Le 7 mai 2009 a lieu le sommet de lancement du "*Partenariat Oriental*" à Prague. Les Chefs d'État et de Gouvernement des vingt sept pays de l'Union Européenne signent avec six voisins orientaux (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine) un accord destiné à resserrer leurs liens politiques et économiques. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'un approfondissement de la *Politique Européenne de Voisinage* en direction de l'Europe orientale. Il implique la signature de nouveaux accords d'association qui pourront inclure des accords de libre-échange et une intégration graduelle dans l'économie de l'Union Européenne.²³⁸

²³⁶ Documentation Française, 'Chronologie - la Politique Européenne de Voisinage - Dossiers - La Documentation Française', 2009 <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000074-la-politique-europeenne-de-voisinage/chronologie>> [consulté le 26 mai 2013].

²³⁷ 'Toute l'Europe: UE-Géorgie : des relations bien intégrées malgré l'instabilité de Tbilissi', 2011 <<http://www.touteleurope.eu/fr/divers/toutes-les-informations/article/afficher/fiche/5065/t/44513/from/2895/arcYear/2011/breve/georgie-ue-une-relation-poussee-mais-marquee-par-la-guerre.html?cHash=e20877422f>> [consulté le 1 juin 2011].

²³⁸ Florent Parmentier-David Cadier, 'Toute l'Europe : Article', 2009 <<http://www.touteleurope.eu/fr/divers/toutes-les-informations/article/afficher/fiche/4089/t/44505/from/2890/breve/ue-partenariat-oriental-quelles-perspectives.html?cHash=59bebe6afa>> [consulté le 10 décembre 2011].

Un accord vise particulièrement la facilitation des déplacements vers l'Union Européenne en libéralisant progressivement le système de visas, mais cet accord est accompagné de mesures fortes pour combattre l'immigration irrégulière.

Or, comme l'Europe Orientale, la région du Caucase du Sud n'est pas homogène et la Géorgie se trouve dans une situation très délicate et incertaine. L'enthousiasme qui avait suivi la "*Révolution des Roses*" de l'hiver 2003 paraît aujourd'hui éloigné. La tentative de reprendre par la force l'Abkhazie et l'Ossétie, en août 2008, a abouti à la reconnaissance de l'indépendance de ces provinces par la Russie. Résultat : l'Union Européenne hésite dans son engagement, même si elle est aujourd'hui présente par le biais de la mission d'observation MSUE (*Mission de Surveillance de l'Union Européenne*).

Ce *Partenariat Oriental*²³⁹ pose en filigrane le problème des relations difficiles entre l'Union Européenne et la Russie, entre concurrence et coopération. Il confirme aussi une volonté européenne de gagner de l'influence dans le voisinage post-soviétique, considéré comme instable et paupérisé.

c - Mission de Surveillance de l'Union Européenne (MSUE)

Après la guerre d'août 2008, il était important que l'Union Européenne s'implique pour essayer de stabiliser la situation sur le terrain, d'autant plus qu'elle ne reconnaît pas l'indépendance des deux provinces sécessionnistes et qu'elle désire que la Géorgie recouvre toute son intégrité territoriale.

Une mission de surveillance civile non armée (MSUE) a été lancée par l'Union Européenne le 15 septembre 2008. Plus de 200 observateurs civils ont été envoyés par les États membres pour contribuer à stabiliser la situation sur le terrain. La MSUE a été placée sous la responsabilité de l'Allemand Hansjorg Haber. Cette mission doit soutenir tous les efforts en vue d'une solution pacifique et durable du conflit en Géorgie et veiller au respect intégral de l'accord en six points signé le 12 septembre 2008.²⁴⁰

²³⁹ Parmentier, Cadier, "Toute l'Europe: UE Partenariat Oriental: Quelles Perspectives?", 2009 <<http://www.touteurope.eu/fr/divers/toutes-les-informations/article/afficher/fiche/4089/t/44505/from/2890/breve/ue-partenariat-oriental-queelles-perspectives.html?cHash=59bebe6afa>> [consulté le 21 juin 2011].

²⁴⁰ 'MSUE / EUMM Georgia - Mission de Surveillance de l'Union Européenne en Géorgie / European Union Monitoring Mission in Georgia' <<http://www.operationspaix.net/MSUE>> [consulté le 4 octobre 2011].

La MSUE a aussi pour mandat de surveiller les mouvements militaires et policiers du côté géorgien des frontières administratives. La mission a joué un rôle déterminant en décembre 2008 pour prévenir le déploiement de véhicules blindés géorgiens près de la frontière. A une autre occasion, le travail de surveillance de la mission a permis de réfuter des accusations de la Russie au sujet d'une supposée augmentation des troupes géorgiennes à la frontière sud-ossète. Elle doit aussi surveiller, analyser et rendre compte de la situation du processus de normalisation en matière de gouvernance civile. Ses principaux interlocuteurs sont le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Défense. Des accords entre le Ministère de l'Intérieur et la MSUE assurent que la mission a bien accès en continu aux informations concernant les zones de conflit.

Le mandat de cette mission de surveillance a été prolongé tous les ans et a été reconduit par décision du Comité Politique et de Sécurité le 14 septembre 2012 jusqu'au 14 septembre 2013. Il est placé sous la responsabilité du chef de la mission Andrzej Tyszkiewicz.²⁴¹

*"Le sentiment de sécurité sur le terrain a augmenté et le processus de stabilisation s'est consolidé. Au final, la MSUE est perçue par le Gouvernement géorgien comme un élément indispensable pour assurer la sécurité et la stabilité dans les zones adjacentes aux régions d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud."*²⁴²

C - La guerre de 2008 et ses suites

1 - Deux axes d'influence

²⁴¹ 'Décision EUMM GEORGIA/1/2012 du Comité Politique et de Sécurité du 14 Septembre 2012 Portant Prorogation du Mandat du Chef de la Mission D'observation de l'Union Européenne En Géorgie (EUMM Georgia) - 7471~v~Decision_EUMM_Georgie_1_2012_du_Comite_politique_et_de_securite_datee_du_14_septembre_2012_portant_prorogation_du_mandat_du_chef_de_l_EUMM_Georgie.pdf' <http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/7471~v~Decision_EUMM_Georgie_1_2012_du_Comite_politique_et_de_securite_datee_du_14_septembre_2012_portant_prorogation_du_mandat_du_chef_de_l_EUMM_Georgie.pdf> [consulté le 27 mai 2013].

²⁴² 'Toute l'Europe : UE-Géorgie : des Relations bien intégrées malgré l'instabilité de Tbilissi'.

Le Sud Caucase est un enjeu important dans les stratégies géopolitiques des puissances actuellement dominantes dans le monde. L'ONU, dominé habituellement par les États-Unis, ne peut qu'appuyer les revendications de la Géorgie contre les prétentions abkhazes et sud-ossètes puisqu'il s'agit du « *containment* » de la Russie, même si, à l'heure actuelle, la nouvelle politique de rapprochement entre la Russie et l'administration Obama pourrait éventuellement donner le change.

Pour le Kremlin, l'Abkhazie est une région à pacifier rapidement, parce qu'elle est toute proche de la ville russe de Sotchi où se tiendront les Jeux olympiques d'hiver de 2014, et dont Moscou veut faire une vitrine du renouveau russe.²⁴³ De plus, la jonction entre combattants tchéchènes et combattants abkhazes et ossètes peut se faire rapidement, si la minorité musulmane de ces deux régions se met à combattre au nom de l'Islam. Accepter le séparatisme des deux régions, c'est éviter la création d'un croissant musulman au sud de la Russie, qui serait un facteur de déstabilisation dont elle n'a pas besoin.

Cette région sert aussi de catalyseur aux rivalités entre les trois grands blocs politiques que sont la Russie, l'Union Européenne et les États-Unis. Derrière le choc des deux micro-nationalismes plus ou moins instrumentalisés se cachent des macro-enjeux géopolitiques, avec des odeurs de gaz et du pétrole de la Caspienne.

Le principal atout économique de la Géorgie est d'être une pièce maîtresse du "*corridor transcaucasien*". Deux oléoducs et un gazoduc passent par son territoire : l'oléoduc "*BTC*" (*Bakou-Tbilissi-Ceyhan*), l'oléoduc "*BTS*" (*Bakou-Tbilissi-Soupsa*); le gazoduc "*South Caucasus Pipeline*" (*Bakou-Tbilissi-Ergozum*). Elle est aussi le centre de gravité de deux axes stratégiques qui s'opposent : Est-Ouest pour les Américains, les Turcs et les Européens ; Nord-Sud pour les Russes, les Arméniens et les Iraniens.

"L'oléoduc entre Bakou (Azerbaïdjan) et Soupsa (Géorgie)" : voir carte p. 161

Le problème est qu'il n'existe pas d'alliances trilatérales formelles : le Caucase du Sud n'existe pas en tant qu'unité stratégique, économique et politique. Donc, les alliances informelles peuvent changer à tout moment, au gré des événements et de l'intérêt de chacun. Mais il y a des lignes de forces qui ne peuvent pas changer de cap du jour au lendemain.

²⁴³ 'Moscou et Washington jouent à la roulette caucasienne - Paperblog'
<<http://www.paperblog.fr/970650/moscou-et-washington-jouent-a-la-roulette-caucasienne/>> [consulté le 5 mai 2012].

a - La Turquie entre islamisme et influence américaine (axe Turquie-Géorgie-Azerbaïdjan)

Pendant trois siècles, la Sublime Porte a exercé sa suzeraineté sur tout le bassin méditerranéen et son empire s'est étendu jusqu'à la Mer Caspienne, englobant la Géorgie. Regrettant sa grandeur passée, la Turquie ambitionne de créer une zone d'influence informelle du monde turcophone, de la Turquie à la Chine. Elle préfère un voisinage avec des États du Caucase du Sud faibles plutôt qu'une frontière directe avec une Russie forte et prédatrice.²⁴⁴ C'est pourquoi elle soutient tous les projets de coopération régionale qui la tiennent à l'écart. Pour autant, elle n'est pas favorable à la signature par la Géorgie d'un *Plan d'Action pour l'Adhésion* à l'OTAN (MAP : *Membership Action Plan*)²⁴⁵ ni à son avancée vers l'Union Européenne.

La Turquie doit jouer "serré" : les pays voisins, en particulier l'Iran, sont une menace pour la paix en Europe et elle doit avant tout sécuriser ses frontières et ménager les deux grands que sont la Russie et les États-Unis.²⁴⁶ Et, comme elle fait partie de l'OTAN depuis 1952, elle est automatiquement dans l'orbite des États-Unis.

Pour désamorcer durablement tout risque de crise, la Turquie a proposé "*une plateforme de stabilité et de coopération*" pour le Caucase, qui a reçu l'aval de la Russie, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie. Lors de la visite qu'il a effectuée en octobre 2009 en Géorgie, le ministre turc des Affaires Étrangères, Ahmet Davutoğlu, a souligné qu'il ne pouvait pas y avoir de paix et de stabilité dans le Caucase, sans paix et stabilité en Géorgie.²⁴⁷ La Turquie considère en effet la Géorgie comme l'un des pays clés du Caucase. Sa politique étrangère visant "*le zéro problème avec ses voisins*", le Ministre géorgien des Affaires Étrangères a été accueilli par ces mots :

“Les relations entre les deux pays ne sont pas seulement de bon voisinage, mais sont des relations stratégiques très étroites... Après l'indépendance de la Géorgie, nous avons entretenu des relations très proches. Nous considérons la prospérité, la stabilité

²⁴⁴ Gaïdz Minassian, 'La Turquie et la Porte du Caucase du Sud - Affaires-strategiques.info', 2009 <<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article1160>> [consulté le 11 septembre 2012].

²⁴⁵ 'Géorgie/OTAN : des progrès mais "Beaucoup reste à faire" (Rasmussen) | International | RIA-Novosti' <<http://fr.rian.ru/world/20111109/191902563.html>> [consulté le 18 juin 2013].

²⁴⁶ Gaïdz Minassian.

²⁴⁷ Jean Marcou, 'Remous entre la Géorgie et la Turquie. | Observatoire de la vie politique Turquie', 2009 <<http://ovipot.hypotheses.org/913>> [consulté le 31 mai 2013].

de la Géorgie comme la pré-condition de la pacification dans le Caucase. Une Géorgie puissante contribuera à la prospérité de la région.”²⁴⁸

Il faut aussi noter un net déficit de la présence américaine dans la région. Lors de son récent voyage au Proche Orient, le Secrétaire d'État John Kerry, à part le fait de demander que les relations turco-israéliennes reprennent, n'a rien suggéré de constructif. Il seulement a dit « *je viens pour écouter, mais je n'ai rien à proposer !* ». Par ailleurs, selon Didier Billion Directeur-adjoint de l'*Institut de Recherches Internationales et Stratégiques (IRIS)* dans une vidéo de France Culture du 30 mai 2012, la Turquie, très isolée dans la région, se rapproche de plusieurs puissances du Moyen-Orient : l'Arabie Saoudite, le Qatar, l'Égypte et les deux autorités palestiniennes, ainsi que la Syrie et l'Iran.²⁴⁹

De nombreuses réunions Turquie-Arménie se sont déroulées pour essayer de résoudre les tensions dues au passé. En avril 2009, le vice-président américain Joe Biden a appelé le Président arménien Serge Sarkissian pour le féliciter de l'accord trouvé entre la Turquie et l'Arménie sur une "*feuille de route*" élaborée pour normaliser les relations entre les deux pays. Cela signifie que la Turquie et l'Arménie ont besoin l'une de l'autre en raison de la situation de plus en plus instable dans la région.

Actuellement, le pétrole en provenance du Turkménistan et du Kazakhstan est acheminé par wagons via l'Azerbaïdjan jusqu'aux ports géorgiens de la Mer Noire, Poti et Batoumi. Après le BTC et le BTE, la Turquie compte sur le projet de ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Akhalkalaki-Kars²⁵⁰ pour conforter sa politique d'attraction. Cette voie ferrée a pour ambition de désengorger le trafic pétrolier dans le Bosphore. Elle défend également le projet de gazoduc Nabucco, soutenu par les Occidentaux et qui devrait relier l'Asie centrale à l'Autriche via la Turquie.

La Turquie a besoin de l'Azerbaïdjan et leurs relations peuvent être encore plus resserrées par l'Union Turco-Islamique qui est attendue avec impatience et souhaitée de tout cœur, à la fois par la Turquie et le peuple turc, ainsi que par l'Azerbaïdjan et le peuple azerbaïdjanais. La formule "*Une Nation, deux États*" a été initiée par le père du Président

²⁴⁸ Jean Marcou, 'Le Ministre Géorgien des Affaires Étrangères Grigol Vashadze en Turquie | Turquie de France', 2010 <<http://www.turquie-fr.com/le-ministre-georgien-des-affaires-etrangeres-grigol-vashadze-en-turquie/27/04/2010/#more-2788>> [consulté le 11 septembre 2012].

²⁴⁹ France culture, 'France Culture - (ré) écouter - jeudi 30 mai 23:35:34', 2013 <<http://www.franceculture.fr/player/reecouter?play=4602230>> [consulté le 30 mai 2013].

²⁵⁰ François Grémy, 'Bakou-Tbilissi-Kars, une voie de chemin de fer très "Politique" - Le Blog Caucase', 2005 <<http://caucase.over-blog.com/article-1486787.html>> [consulté le 13 juin 2012].

actuel, Haydar Aliev. Le thème a été repris en août 2010 par le Président Abdullah Gül :

"Nous sommes une seule et même nation. Nous sommes les deux pays différents de cette nation unique. L'amitié, la fraternité et la solidarité entre la Turquie et l'Azerbaïdjan ne se limitent pas aux mots et aux déclarations."

puis par le Premier Ministre Erdogan :

"La Turquie et l'Azerbaïdjan sont deux frères inséparables et nous sommes des membres de la famille."²⁵¹

b - L'axe d'échappement diplomatique de la Russie (axe Moscou-Erevan-Téhéran)

Longtemps ennemis, Turcs et Russes partagent une volonté commune de construire un monde multipolaire : les premiers réfléchissent en termes de zones d'influence et les seconds poursuivent une diplomatie d'autonomisation à l'égard des États-Unis en s'activant dans plusieurs dossiers (Iran, Syrie-Israël, Irak, Liban, Palestine-Israël).

La Russie, l'Arménie et l'Iran ont créé un partenariat stratégique, l'Arménie étant le seul pays membre de l'OTSC (*Organisation du Traité de Sécurité Collective*) frontalier de l'Iran, et Téhéran le seul débouché économique stable d'Erevan.

Mais la Russie a semé le trouble sur une plaque stratégique où se retrouvent États-Unis, Iran, Israël et la Russie. Ayant réussi à décrédibiliser la Géorgie sans pour autant affronter directement les États-Unis, ayant pris l'ascendant stratégique dans la région par le biais militaire sans pour autant menacer directement les puissances occidentales, la Russie semble avoir lancé avec brio un avertissement géostratégique.

Le projet d'un corridor Nord-Sud, qui a de facto toujours existé, a été entériné officiellement en septembre 2000, avant d'être ratifié par la Douma russe le 13 février 2002²⁵² :

²⁵¹ 'L'Union Turco-Islamique sera la délivrance des musulmans de Patani'

<<http://www.appelalunionturcoislamique.com/fondeesurlasincerite.html>> [consulté le 3 juin 2013].

²⁵² En 2002 est signé le projet d'un couloir Nord-Sud, entre l'Iran (passage naturel entre États du Golfe Persique et de l'Asie Centrale), l'Inde et la Russie, passant de la Russie via la mer Caspienne, à l'Inde en passant par le Moyen-Orient et l'Iran. Utilisant voie ferrée et maritime, le projet transporterait 15 à 20 millions de tonnes de fret chaque année, avec un prix de revient moins cher qu'à travers le canal de Suez.

*"Cette voie comprend 4 sections, dont 2 maritimes et 2 terrestres. Les marchandises sont transportées d'Inde vers le port iranien de Bandar Abbas par bateaux, en évitant les territoires du Pakistan. Elles sont ensuite acheminées par voie ferrée vers le port iranien d'Enzeli sur la Mer Caspienne, d'où elles prennent la route par ferry vers les ports russes d'Astrakhan et d'Olyan. Elles sont ensuite transportées par voie ferrée vers l'Europe. L'accord du corridor nord-sud avait été signé au départ en septembre 2000 à St. Petersburg entre ces trois pays et le sultanat d'Oman, mais ce dernier s'est ultérieurement retiré pour des raisons économiques. L'Arménie s'y est jointe en juin 200, pour le cas où, à la section maritime d'Enzeli aux ports russes, s'ajouterait une section terrestre entre l'Iran et la Russie qui passerait par l'Arménie et la Géorgie. Cette deuxième branche du corridor bénéficiait en particulier du soutien de l'Iran. La Géorgie n'exprimant cependant aucun enthousiasme pour s'y intégrer, cette deuxième branche demeure inopérationnelle sur le plan pratique. Par ailleurs, la Russie a tenté d'inclure également l'Azerbaïdjan dans ce projet en proposant d'ouvrir une autre branche Iran-Azerbaïdjan-Russie, mais Bakou ne semble pas non-plus très intéressé."*²⁵³

2 - Axes énergétiques : l'enjeu du pétrole caucasien

"Qui veut diriger le monde doit contrôler le pétrole. Tout le pétrole. Où qu'il soit." Ce principe, énoncé par Michel Collon en 1998 n'a fait que se confirmer depuis. Prendre le contrôle absolu du pétrole - et du gaz - en particulier du Caucase et d'Asie centrale est devenu une priorité fondamentale dans la stratégie des États-Unis et de l'OTAN²⁵⁴ : un enjeu de luttes âpres avec la Russie.

"Production et réserves de pétrole dans le monde en 2012" : voir tableau p. 183²⁵⁵

C'est une très vieille lutte que se livrent les grands de ce monde parce que sans

²⁵³ Spidermian/armenews, 'Nouvelles d'Arménie En Ligne', 2002

<http://www.armenews.com/article.php3?id_article=1573> [consulté le 27 juin 2012].

²⁵⁴ 'Comment l'OTAN s'intéresse à la Georgie.pdf'

<http://www.pcfbassin.fr/Fichiers_PDF/International/Comment_Otan_interesser_Georgie.pdf> [consulté le 27 mai 2013].

²⁵⁵ 'Insee - Industrie-IAA-Construction - Production et réserves de pétrole brut dans le monde en 2012'

<http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPTTEF11337> [consulté le 27 mai 2013].

pétrole, pas d'énergie, sans énergie, pas de puissance. L'un des gisements qui attire actuellement toutes les convoitises est celui de la mer Caspienne. Ses réserves sont connues depuis fort longtemps et, par deux fois déjà, les allemands ont préparé l'occupation des champs pétroliers de Bakou.

En 1918, l'Allemagne et son allié, l'Empire ottoman, ont coordonné une attaque victorieuse qui leur a permis d'occuper ces champs pétroliers. Vingt-cinq ans plus tard, à la demande du Chancelier Hitler, les stratèges allemands ont essayé de s'emparer du pétrole de la Caspienne pour contrôler le cœur pétrolier de l'Union Soviétique.

Mais le volume des réserves a été sciemment exagéré, en particulier dans des rapports de la CIA, et par les officiels américains : Strobe Talbott, futur ambassadeur en Russie, intervient en octobre 1993 devant la Chambre des Représentants américaine en soulignant l'intérêt que représente pour les États-Unis les activités engagées par les industriels dans la région.²⁵⁶ Ce même Strobe Talbott, dans un discours qui va durablement influencer la politique américaine dans le Caucase (discours à l'Université John Hopkins du 12 juillet 1997)²⁵⁷, exagère le volume des réserves de la région en parlant de 200 milliards de barils de pétrole, c'est-à-dire la deuxième réserve de pétrole mondiale comparée aux réserves prouvées du golfe Persique (679 milliards de barils).

Ces chiffres ont été revus à la baisse par l'administration Bush puis celle d'Obama : une fourchette entre 17 à 33 milliards de barils reste la référence communément admise, tandis que dans *Caspian Sea Reserves and Pipeline Tables*²⁵⁸, le Centre d'Information du Département d'Énergie Américain les évalue à 10 milliards de barils. Ces chiffres rapprochent la Mer Caspienne des ressources de la Mer du Nord, plutôt que de celles du Moyen-Orient.

Cette bataille de chiffres montre que ce n'est pas seulement le pétrole lui-même qui intéresse les politiques, mais aussi la puissance que sa possession procure : Moscou cherche à conserver le monopole d'influence que la Russie a dans cette région depuis le XVII^e siècle, les Occidentaux contestent ce monopole et veulent intégrer cette région au "Moyen Orient" que les États-Unis tentent de recomposer. On assiste donc à une lutte très âpre entre les puissances dominantes : États-Unis d'Amérique, Europe et la Fédération de Russie.

²⁵⁶ Ruseckas, Laurent, *Energy and Politics in Central Asia and the Caucasus*, 1998

²⁵⁷ 'De Clinton à Bush, la politique américaine dans la région.pdf'

<<http://www.frstrategie.org/barreCompetences/approchesRegionales/afri.pdf>> [consulté le 14 juin 2013].

²⁵⁸ 'Caspian Sea Region: Reserves and Pipelines Tables'

<http://www.angelfire.com/dragon/asif/Caspian_Sea_Region.htm> [consulté le 14 juin 2013].

a - Diversifier les approvisionnements.

Lorsque l'on parle des quantités d'hydrocarbures dans le monde, il faut distinguer les ressources des réserves.

Les **ressources** sont les volumes d'hydrocarbures que l'on estime être dans le sous-sol et ils sont bien supérieurs à ceux qui seront réellement extraits, puisque tous ne seront pas techniquement ou économiquement exploitables.

Les **réserves** sont les ressources que l'on peut récupérer techniquement et de façon rentable. Plusieurs étapes se succèdent pour les estimer : étude géologique (description du gisement), étude technique (quantité extractible), étude économique (rentabilité) et choix de communication (quantités à déclarer pour des raisons politiques ou stratégiques). Ces étapes permettent d'établir une estimation probabiliste des réserves, c'est-à-dire une classification en fonction de leur probabilité d'existence.

En 2012, les réserves prouvées mondiales de pétrole sont estimées à 1.653 Gb (1 Gb = 10⁹ barils)²⁵⁹ selon la dernière publication de BP, contre 1.383 Gb en 2011 soit une augmentation de 20 % en une année. Selon les statistiques du Oil & Gas Journal, les réserves n'ont progressé que de 3,6 % en une année et atteignent 1.523 Gb au 1er janvier 2012.²⁶⁰

L'Europe est tributaire du gaz et du pétrole russe et des pays producteurs d'Asie Centrale. Or, l'une des principales armes géopolitiques russes est l'arme pétrolière dont elle a usé en 2003, à cause d'un différend avec l'Ukraine, affectant les approvisionnements de l'Union Européenne.

Un article publié sur le site *euractiv.fr*, explique que :

*"40% des importations en gaz de l'Union Européenne proviennent de Russie (30% d'Algérie, 25% de Norvège). D'ici 2030, plus de 60% des importations en gaz de l'Union Européenne devraient provenir de Russie et la dépendance énergétique totale de l'Union Européenne devrait atteindre 80%."*²⁶¹

²⁵⁹ Sam Foucher, 'The Oil Drum | Getting a Grasp on Oil Production Volumes', 2007 <<http://www.theoil Drum.com/node/2186>> [consulté le 18 juin 2012].

²⁶⁰ 'Combien reste-t-il de pétrole disponible ? (mise à jour 03/2013) - Résilience des territoires pour un avenir sans pétrole' <<http://www.avenir-sans-petrole.org/article-combien-reste-t-il-de-petrole-disponible-55357768.html>> [consulté le 27 mai 2013].

²⁶¹ Euractiv Network, Géopolitique des approvisionnements énergétiques de l'UE, 10.01.2007, <http://www.euractiv.com/fr/energie/gopolitique-approvisionnement-nergtiques-ue/article-142797>

Ce qui veut dire qu'à l'avenir, les importations européennes dépendront de plus en plus de la Russie. Il s'agit donc pour l'Union Européenne de trouver un moyen permettant de contourner la Russie, comme par exemple l'oléoduc BTC, et de se libérer de sa dépendance.

b - Route du pétrole : la Russie contre l'intérêt des majors

La viabilité des sources d'approvisionnement en pétrole et en gaz passe par l'appréciation des majors - géants pétroliers - qui jugent de leur opportunité économique.

Et il y a, malgré les apparences, une opposition d'intérêts entre les dirigeants des majors américaines et les dirigeants politiques. Car, d'un point de vue purement économique, les infrastructures pétrolières, si vieilles soient-elles, sont en grande partie russes. Les utiliser va à l'encontre de la politique suivie par les États-Unis qui veulent éviter la Russie et l'Iran pour le transport du gaz et du pétrole mais non de l'intérêt financier des majors. Comme le disait Richard Matzke, représentant de la compagnie Chevron-Toxaco en 1997 :

*"Cela peut être tentant de penser que l'ancienne URSS est morte à jamais. Mais un examen plus rigoureux révèle que le passé a encore une forte emprise sur le présent, et donc, sur l'avenir. Plus de 80% des pipelines sont encore en Russie...L'histoire a redéfini les frontières politiques, mais la Russie détermine encore l'évolution des transports du pétrole dans la région."*²⁶²

Et ce même représentant de plaider pour la construction, à la fin des années 1990, d'un oléoduc reliant le gisement kazakh de Tengouiz au port russe de Novorossisk. Les administrations Clinton puis Bush ne s'y sont pas opposés, à tel point qu'en novembre 2001, le Président Bush a souligné que c'étaient les Compagnies américaines et non l'État américain qui avaient prévalu dans l'affaire.²⁶³ A cet égard, les oppositions entre les majors américaines et la ligne stratégique gouvernementale sont fréquentes, en particulier en raison du retour sur investissement permis : plutôt que l'alternative turque de l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) aux oléoducs russes, certains prônaient, avant la dégradation des relations américano-iraniennes, le passage par l'Iran :

²⁶² Richard Matzke, *Pipeline to Progress : FSU Oil Exports Past, Present and Future*, discours prononcé à la National Association of Petroleum Investments Analysis le 21 mai 1997

²⁶³ *President's Statement on the Caspian Pipeline Consortium*, 28 novembre 2001, service de presse de la Maison Blanche.

*"La plupart des compagnies énergétiques opérant à l'est de la Caspienne pensent que vendre le pétrole à travers l'Iran pourrait représenter une option très compétitive, offrant probablement les coûts les plus bas."*²⁶⁴

Et Richard Matzke déclarait, 4 novembre 1998, dans un sommet sur le gaz et le pétrole de la Caspienne au *Centre for Global Energy Studies* de Londres :

*"Nous devons impérativement garder à l'esprit les coûts et les dépenses de fonctionnement lorsque nous considérons les projets d'exportation à long terme."*²⁶⁵

Contourner l'Iran, éviter le monopole russe, passer par la Turquie, alliée fidèle depuis des décennies, c'est là le jeu stratégique de la politique américaine. Mais les majors américains sont rebelles à ce type d'oléoducs, qui semblent peu compétitifs : elles préfèrent s'ancrer dans une réalité russe, en modernisant ce qui existe et en optant pour la continuité de certains couloirs naturels ; c'est le cas, du couloir Tengouiz-Novorossisk pour Chevron-Texaco et Exxon-Mobil. Si le BTC est, depuis, devenu une réalité, c'est grâce à la continuité de la politique régionale américaine entre les administrations des Présidents Clinton et Bush ; et, aussi, grâce aux demandes répétées de la Turquie tant pour des motifs économiques qu'écologiques, le détroit du Bosphore étant saturé.

En avril 2000, le Président Clinton appelait ainsi

*"les compagnies américaines [...] à travailler avec l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan et la Turquie pour transformer les cadres juridiques en réalité commerciale."*²⁶⁶

Le BTC devint, sous le Président Bush, un des principaux objectifs stratégiques, mis en exergue dès 2001 par un groupe d'experts dirigés par Dick Cheney et chargés de chercher pour le futur des États-Unis une distribution énergétique fiable.²⁶⁷ Il y a donc continuité entre les deux politiques, celles de Bush et de Clinton, et seuls les événements du 11 septembre 2001 ont conduit à lever ou à renforcer certaines mesures : coopération plus étroite avec l'Azerbaïdjan, évitement de l'Iran, mise en suspens du corridor transafghan.

²⁶⁴ Michael Stinson, représentant de Conoco : *Conoco : More Than One Pipeline Needed in Caspian*, 3 mars 1999 <<http://www.frstrategie.org/barreCompetences/approchesRegionales/afri.pdf>> [consulté le 13 juin 2012].

²⁶⁵ Richard Matzke, *Caspian Oil : Cooperation or Competition ?*, 4 novembre 1998.

²⁶⁶ 'Diplomacie.pdf' <<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001303.pdf>> [consulté le 14 juin 2013].

²⁶⁷ National Energy Policy – Reliable, Affordable, and Environmentally Sound Energy for America's Future, National Energy Policy Development Group, mai 2001, ch. 8 p12.

La Géorgie sort gagnante de toutes ces tractations politiques et économiques : la mise sur pied du BTC (248 km en Géorgie sur les 1.767 km que compte le tracé), contre la volonté des compagnies pétrolières américaines (un coût de 2,9 milliards de dollars) lui permet de bénéficier de la protection armée des Américains contre toute velléité agressive russe et d'accroître son importance économique régionale. En effet, l'oléoduc est prévu pour le transport de 50 millions de tonnes de pétrole par an. La Géorgie devient donc un interlocuteur majeur de la région.

"Trajet de l'oléoduc BTC " : voir tableau p. 162

La Russie, dont les principales richesses sont le pétrole et le gaz et qui refuse de se voir évincée du grand partage des richesses en hydrocarbures, contre-attaque. En mai 2007, le Président Poutine a séjourné une semaine en Asie centrale et a signé avec ses homologues kazakh et turkmène un accord pour accroître les capacités d'un gazoduc reliant l'Asie centrale à la Russie (restauration du gazoduc CAC-4 et construction d'un autre tronçon, selon une ligne parallèle, acheminant le gaz du Turkménistan en Russie via le Kazakhstan).

"Le CAC-4, projet de gazoduc russe en Asie Centrale " : voir carte p. 173

Depuis janvier 2011, un nouveau pipeline relie la Sibérie russe aux raffineries de la ville chinoise de Daqing. Il permet d'alimenter la Chine avec le précieux liquide russe et de mettre la pression sur l'Europe qui voit le pétrole russe lui filer sous le nez. Ce grand projet d'une valeur de 25 milliards de dollars est financé en partie par des prêts chinois.²⁶⁸ Ceci montre que la Russie se tourne de plus en plus vers son voisin du sud-est.

c - Les différents projets de pipeline en cours

La capacité à créer et mettre en œuvre des voies de transport et d'acheminement des ressources naturelles est devenue un facteur de puissance et une manifestation tangible de l'interaction économie-puissance. Dans la région, s'opposent trois projets majeurs, correspondant à trois puissances majeures avec leurs visions stratégiques et leurs réalités économiques et culturelles propres :

Celui des États-Unis avec leur recherche d'alternatives au Proche-Orient, leur stratégie

²⁶⁸ Petrole News, 'Pétrole: Chine et Russie reliées par un nouveau pipeline', 2011
<<http://www.2000watts.org/index.php/energytrend/petrole/515-petrole-chine-et-russie-reliee-par-un-nouveau-pipeline.html>> [consulté le 3 juin 2013].

de contournement de l'Iran et leur volonté de contrecarrer la montée en puissance russe.

Celui de la Russie qui occupe la place caucasienne et qui tire ses principaux revenus du pétrole de la région : elle joue là à la fois sa puissance politique dans son ancien pré-carré, et sa puissance économique.

Celui de l'Europe qui cherche elle aussi une alternative à ses ressources énergétiques²⁶⁹, et qui considère que la construction d'un corridor de commerce doit rimer avec développement durable.

LES PROJETS ET RÉALISATIONS AMÉRICAINS

- Le corridor Transcaspien, du Turkménistan à Bakou.
"Projet de Gazoduc *Blue Stream*": voir carte p. 168
- Le BTC, de Bakou à Ceyhan, en passant par Tbilissi.
"Trajet de l'oléoduc BTC ": voir carte p. 163
- Le gazoduc TAPI, du Turkménistan à l'Inde. Mais cela dépend de l'évolution de la situation en Afghanistan.

Le grand succès régional est le BTC, contesté par les majors américaines mais mis en œuvre par les Gouvernements américains successifs.

"le BTC à la croisée des routes énergétiques Est-Ouest ": voir carte p. 165

LES PROJETS ET RÉALISATIONS RUSSES

"Les oléoducs en projet au sud de la Fédération de Russie": voir carte p. 171

- Le gazoduc "*Blue Stream*", terminé en décembre 2002.

Proche de la mer d'Azov, il passe par Volgograd, Krasnodar, la Mer Noire jusqu'à Ankara. L'environnement est favorable : Volgograd sur la Volga, avec la mer Caspienne en aval, la région pétrolifère de Samara et le terminal pétrolier de Saratov qui prend sa source au Turkménistan.

"Projet de Gazoduc *Blue Stream*": voir carte p. 168

²⁶⁹ On se souvient des conflits de 2005-2006 et 2007-2008 opposant Gazprom à l'Ukraine et ayant eu des conséquences considérables sur l'approvisionnement énergétique de certains pays de l'UE.

- Le Caspian Pipeline Consortium (CPC)

Il part de Tengiz au Kazakhstan et cumulant les apports au nord de Samara, passe par Krasnodar pour arriver sur Novorossisk, sur la Mer Noire. Enfin, il est aussi approvisionné par un oléoduc qui prend sa source à Bakou et contourne la Tchétchénie. Ce même oléoduc fournit l'Arménie qui profite de l'apport indirect de Bakou. Malgré les tensions régionales existantes, l'Arménie utilise le pétrole azéri par l'intermédiaire de son allié russe. Mais cet approvisionnement passe obligatoirement par la Géorgie.

"Le CCP et le BTC (oléoduc protégé par les États-Unis et Israël)" : voir carte p. 166

- Le projet "*South Stream*"

Il devrait être opérationnel en 2015, transportant 63 milliard de m³ par an, permettant de franchir la Mer Noire (la Turquie a donné son accord pour le passage dans ses eaux territoriales), d'éviter l'Ukraine puis d'aboutir à l'Autriche en passant par la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Slovaquie et l'Italie.

"Projet de gazoduc russe "South Stream" : voir carte p. 167²⁷⁰

LES PROJETS EUROPÉENS

"Gazoducs transeuropéens existants et en projet " : voir carte p 169.

- Un projet de gazoduc, d'abord. Le Nabucco, qui pourrait être opérationnel en 2017, et qui viserait à continuer le BTC par la Turquie (Ankara), pour remonter vers la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie (tributaire à 80% du pétrole russe) pour enfin aboutir à l'Autriche ou l'Allemagne.

" Le pipeline NABUCCO et ses rivaux" : voir carte p.170

- Cependant, le projet TANAP, trans-anatolien, qui semble désormais en bonne voie d'être terminé en 2017, signé entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, passant aussi par la Géorgie tout en ignorant soigneusement l'Arménie et profitant du champ de Shah-Deniz-II et de l'apport en capitaux de l'Ukraine (qui bénéficierait de son projet en allant s'approvisionner en Bateaux en Turquie), tout comme le South Stream semble mettre à mal ce projet.

²⁷⁰ 'ARTE - Le Dessous Des Cartes - MER NOIRE (2/2) □: GÉOPOLITIQUE DES TUBES'
<<http://ddc.arte.tv/nos-cartes/mer-noire-2-2-geopolitique-des-tubes>> [consulté le 14 juin 2013].

"Projets de gazoducs entre Caspienne et Europe" : voir carte p. 172

- Ensuite, un projet de corridor commercial, le TRACECA²⁷¹, qui permettrait de désenclaver le Caucase et de l'intégrer pleinement à la mondialisation. Pays concernés : Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Iran, Kirghizstan, Kazakhstan, Moldavie, Roumanie, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Ouzbékistan. Dépassant les simples enjeux pétroliers, l'Europe avec ce projet lancé en 1993 adopte une vision plus large avec un système de communication intégré encourageant la coopération régionale de façon durable (à l'inverse des gisements pétrolifères qui ne le sont pas). Il s'agit de mettre en œuvre un ensemble de routes susceptibles d'ouvrir le Caucase aux marchés en reliant Bakou à Tbilissi et à Poti (port Géorgien sur la Mer Noire). TRACECA cherche à entériner les indépendances économiques et politiques des pays caucasiens et à priver la Russie de son rôle de carrefour eurasiatique. Son itinéraire doit aller de la Chine à l'Europe pour suivre une des "*Routes de la Soie*".

"Corridor de transport Europe-Caucase-Asie : TRACECA" : voir carte p. 164

Mais, pour la Russie, c'est contredire le rôle affecté aux régions sibériennes qui ont depuis l'URSS un rôle de transport Transeurasien. De toutes les façons, les différents tracés ne sont pas encore définitifs, leur mise en place se heurtant aux tracasseries administratives des pays qui doivent être traversés

D'un point de vue économique, ces investissements et ces projets ne s'opposent pas : ils sont tous orientés est/ouest et permettent à l'ouest d'accéder aux sources énergétiques de l'est. Mais le tracé de ces pipelines évite soigneusement certaines régions et tout l'enjeu de puissance réside dans la capacité à s'ancrer comme carrefour ou bien encore mettre en exergue des voies de contournement qui feront autorité dans cette géopolitique des tubes. Le gain économique comme politique que peut en tirer la Russie est énorme ; pour les autres, comme l'Ukraine ou l'Union européenne, diversifier ses approvisionnements sans obéir au diktat moscovite est une nécessité.

"Enjeux énergétiques de la géopolitique du Caucase" : voir carte p. 160

²⁷¹ Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia' <http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/regional-cooperation-central-asia/transport/traceca_fr.htm> [consulté le 14 septembre 2012].

d - Les investissements consentis : un aperçu de l'intérêt géostratégique de la région

A l'aune des investissements consentis dans la région, on peut mesurer l'intérêt stratégique du Caucase : ces investissements, qu'ils soient déterminés par une approche politique ou par le simple rendement économique sont très importants même si l'on sait que les chiffres avancés par Talbott sont largement exagérés.

"Hydrocarbure, gisements, séparatisme : région géorgienne" : voir carte p. 159

Les investissements américains commencent dès 1993, quand suite à la mauvaise gestion des problèmes du Karabagh et face à la prise de position russe, le Président azéri de l'époque, bien que membre de la CEI, s'aligne sur les positions pro-occidentales.

Pour la construction du BTC, un budget de 2,9 milliard de dollars est initialement engagé. Le 4 juin 2002, Ross Connelly, vice-Président de l'OPIC²⁷², annonce que l'agence fournira 300 millions de dollars d'assurance au risque politique pour convaincre les banques internationales de prêter. Car le projet sera financé à 70% par les institutions financières internationales, comme la Banque Mondiale (500 millions de dollars) et la BERD (300 millions de dollars). Quant à la BTC Pipeline Company, créée pour l'occasion le 1^{er} août 2002 (sous tutelle de BP), elle financerait à hauteur de 30% la construction de l'oléoduc. Au final, BP-Amoco détient 38,21% de la BTC, suivi par SOCAR (25%), Unocal (8,9%), TPAO (7,55%), Eni (5%), TotalFinaElf (5%), Itochu (3,4%), Amerada Hess (2,36%). Chevron-Toxaco et Exxon-Mobil, deux Majors américaines comptant parmi les plus grosses compagnies pétrolières implantées sur les littoraux de la mer Caspienne, n'ont pas participé au projet. Elles ont choisi la voie russe dès mai 1997, soulignant une divergence de stratégie d'avec le Gouvernement américain, et ont financé la construction de l'oléoduc de Tengouiz au port de Novorossisk. D'autres compagnies américaines sont présentes sur place, ce qui souligne la présence des intérêts pétroliers américains dans la région : Philipps Petroleum, Devon Energy, Arco, Conoco - qui projetaient de passer par l'Iran - et Moncrief.

Dès 1999, le Congrès américain a adopté le « *Silk Road Strategy Act* », qui prévoit le contournement de la Russie, et le passage par la Turquie, l'allié fidèle. Le projet BTC, coûteux, était plus stratégique qu'économique.

²⁷² OPIC Executive Vice-President and Chief Executive Officer Speaks at US Caspian Finance Seminar, OPIC Highlights, juin 2002.

"Ainsi, malgré le fait que le Gouvernement des États-Unis ne peut légalement aider financièrement une entreprise privée, ils ont trouvé le moyen de fournir, par le Trade Development Agency (TDA), 843.000 \$ pour une étude de faisabilité de l'oléoduc confiée au Gouvernement turc. Ensuite, vu l'ampleur des investissements nécessaires, ils ont contribué à l'octroi d'un prêt garanti de 500 millions de dollars par US Overseas Private Investment Corporation et US Export Import Bank soit accordé au BP-AMOCO pour favoriser sa participation au projet."²⁷³

Pour promouvoir le TRACECA, l'Union Européenne présente, dès 1993, trente neuf projets d'assistance technique évalués à 57.405.000 euros, ainsi que quatorze projets d'investissements axés sur la réhabilitation technique (52.300.000 euros), financement assuré par la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (la BERD).

Pour la Russie, ce qu'écrivait Svante Cornell²⁷⁴ en 2001 n'est plus vrai :

"While the State Department was busy dealing with Yeltsin and had various US and international bodies distributing credits to Russia [...], the private sector had discovered the Caspian oil resources. The importance of the Caspian and the Caucasus was discovered in Houston, not in Washington."

Si les majors pouvaient, en 1993, bénéficier du libéralisme sauvage qui s'emparait de l'ex-URSS, la main de fer de Vladimir Poutine a remis les choses en ordre. Car le mémoire écrit par Poutine à St Petersburg en janvier 1999, trace les grandes lignes du défi russe du XXIème siècle. Dans son écrit, il explique que l'énergie et ses ressources représentent la garantie du développement économique futur de la Russie et, dans le même temps, le meilleur moyen de renforcer sa présence géopolitique sur la scène mondiale ; le Gouvernement a donc un droit légitime à régner en maître sur le secteur pétrolier devenu intérêt stratégique.

Le moyen de ce monopole est la firme Gazprom, qui doit, malgré ses installations vieillissantes, faire face à une demande sans cesse croissante des marchés intérieur et extérieur. Le South Stream est un exemple du succès de cette politique dans la région, et l'affirmation de sa présence militaire en Géorgie dès 2008, en est un autre. Depuis 2005, Gazprom est détenu à plus de 50% par la Russie. C'était en outre, toujours en 2005, 20% des recettes budgétaires de l'État et 8% du PIB russe. Quant aux réserves proprement dites, la

²⁷³ Ekaterina Piskunova, 'Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie' <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Piskunova_NOTE31.pdf> [consulté le 3 mai 2012].

²⁷⁴ Svante Cornell, *Small Nations and Great Powers*, 2001

société Gazprom contrôle 16% des réserves mondiales et produit 93% du gaz naturel russe.

Face à ces chiffres, d'autres projets sont en cours, qui pourraient concurrencer sérieusement la séquence Ouest-Est des Américains et des Européens. Par exemple, un méga terminal en gaz liquéfié pour alimenter l'Amérique du Nord, à partir des régions froides, serait en projet avec les Canadiens.

"Routes du pétrole, projets d'oléoducs dans le Caucase " : voir carte p. 174

Les investissements consentis dans une région dépourvue d'intérêts commerciaux d'une part, les nationalisations des sociétés pour mieux contrôler les ressources d'autre part, au milieu une tentative alternative qu'on pourrait qualifier de développement durable mettent sur le devant de la scène la Géorgie devenue stratégique en l'espace d'une vingtaine d'année.

L'utopie libérale d'Edward Luttwak²⁷⁵ s'est donc avérée fautive : ce ne sont pas forcément des intérêts de pure compétition économique qui dictent les choix économiques et stratégiques : la logique de marché et de compétition économique pour faire face au monopôle russe voudrait que l'on commerce avec l'Iran, et que l'on alimente en pétrole caucasien l'Inde et le Pakistan, en passant par l'Afghanistan. Que l'on se serve, en outre, des terminaux pétroliers russes préexistants, quitte à investir dans l'amélioration de réseaux de pipelines vieillissants. Si ceux qui dominaient le marché de la Caspienne, au début des années 1990, en étant les premiers sur les contrats azéris, ont été écartés de projet comme le BTC, c'est qu'une réelle volonté politique et stratégique se dessine. Pour le Département d'État américain, il ne s'agit pas seulement de diversifier ses approvisionnements, il faut aussi juguler l'influence de la Russie - et donc son moyen d'influence, la distribution pétrolière à grande échelle - tout en continuant la stratégie de « *containment* » en avançant ses pions dans la région, en Turquie et en Géorgie.

D'autres éléments, comme la saturation stambouliote et la catastrophe écologique du Bosphore peuvent être cités, mais il y a fort à parier que les considérations écologiques de la région, fut-elle aux portes d'un membre de l'OTAN, ne pèsent pas lourd dans la balance. Les seuls à proposer une alternative durable, à savoir l'Union Européenne et son corridor de transport entre Chine et Europe, ne s'intéressant pas seulement à l'acheminement du pétrole mais surtout au développement en termes de communications, a vite fait profil bas face aux volontés de profit immédiat des Russes et des Américains.

²⁷⁵ 'Géoéconomie - Wikipédia', 2013 <<http://fr.wikipedia.org/wiki/Géoéconomie>> [consulté le 19 juin 2013].

Certes la Russie est forte de sa présence géographique et de ses anciens liens tutélaires avec son "*étranger proche*". Mais son manque de contrôle sur la mer Caspienne l'oblige à livrer bataille dans le nouveau "*grand jeu*". Étant donné que 80% de sa recette à l'exportation provient du gaz et du pétrole, on comprend son intérêt. La bataille pour maîtriser les chemins d'approvisionnement du marché européen et les chemins alternatifs aux grandes réserves américaines se livre à tous les niveaux. Ce sera à celui qui proposera le plus rapidement un couloir d'acheminement sûr et, surtout, qui sera assez convaincant pour le faire accepter aux pays qu'il traverse : soit par la force, en maîtrisant la sécurité des pipelines et gazoducs, soit par les retombées économiques, en payant des droits de passage.

Ainsi, le pétrole azéri passe de plusieurs manières par la Géorgie, en particulier Tbilissi. On comprend l'intérêt de la Géorgie, de par sa situation de limes entre Est et Ouest et de carrefour d'acheminement du pétrole. Dans la région, si les États-Unis n'hésitent pas à montrer leur force, pourquoi la Russie serait-elle en reste ? Ekaterina Piskunova le dit elle-même²⁷⁶, à propos de manœuvres militaires dans la région :

" Pour illustrer l'importance de ces facteurs, citons par exemple les manœuvres de l'armée américaine au Kazakhstan du Sud, qui ont impliqué le plus long trajet militaire aérien de Fort Bragg en Caroline du Nord vers Tchimkent. "

et de citer Michael Klare, dans *Resource Wars* :

"Why choose Kazakhstan [...] for such ambitious undertaking ? In justifying this elaborate operation, Pentagon officials maintained that their sole objective was to demonstrate American support for the continued stability of the former Soviet republics [...] Most observers understood, however, that much more was at stake : with new surveys indicating the presence of vast reserves of oil and natural gas in the Caspian region, US officials has resolved to ensure that much of this energy eventually flows to the West"²⁷⁷

La Géorgie a donc eu entre les mains la possibilité d'affirmer son indépendance : le seul intérêt pétrolier de la région en fait un atout vital pour la politique américaine. Les responsables politiques du Gouvernement d'Édouard Chevardnadzé ne s'y sont pas trompés

²⁷⁶ Ekaterina Piskunova, 'Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie', <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Piskunova_NOTE31.pdf> [consulté le 3 mai 2012].

²⁷⁷ Michael T. Klare, 'Resource Wars: The new Landscape of Global Conflicts', page 2, [consulté le 19 mai 2013].

en proposant aux Américains, dès le lendemain du 11 septembre 2001, ce qu'ils souhaitaient : l'espace aérien géorgien. Mais l'on comprend aussi aisément que des provocations répétées de la part du pays de naissance de Staline, dans une région aussi stratégique, agace la Russie qui doit s'imposer après les années d'instabilité consécutives à la chute de l'URSS.

3 - Armée géorgienne : "*Immediate response*" et l'impunité russe

a - Montée en puissance de l'armée géorgienne

Un mois après le 11 septembre 2001, le Président Chevardnadze proposait d'accueillir des troupes américaines en Géorgie en échange d'une aide financière très importante de la part de Washington. De plus la Géorgie a ouvert aux Américains son espace aérien pour servir de relais aux vols de l'US Air Force pour la guerre d'Afghanistan, et a autorisé quelques centaines de militaires américains à encadrer des commandos géorgiens pourchassant des membres d'Al Qaïda du côté de la Tchétchénie. La décision géorgienne de se ranger du côté américain correspond à une tendance de l'ensemble des pays du Sud Caucase.

Le 29 avril 2002, le Président George Bush décide de répondre favorablement à la demande du Gouvernement géorgien de l'aider à lutter contre le terrorisme ; le Sud Caucase est un foyer de luttes intestines incessantes qui déstabilisent la région et il devient de plus en plus difficile d'assurer la protection des pipelines qui la traversent.

Depuis son élection, en janvier 2004, le Président Saakachvili suit la politique de son prédécesseur : intégrer la Géorgie au bloc occidental pour avoir des alliés qui la protégeraient de son voisin russe, dont elle a longtemps dépendu politiquement. Mais pour intéresser les Occidentaux, en plus de la position stratégique du pays, il faut un Gouvernement fort, et une armée opérationnelle puissante. C'est ce qui a poussé le Président à rechercher en Occident des fournisseurs d'armes, d'infrastructures et de conseils.

M. Saakachvili a donné l'impulsion de la modernisation de l'armée ; tout de suite, il en augmente le budget de manière quasi exponentielle. Il y est poussé par les Américains qui ont besoin d'alliés « *interopérables* » pour la guerre au Moyen-Orient ; cela ne va pas sans poser de problèmes, car l'intendance ne suit pas toujours : équipements hétéroclites, officiers partagés entre la forte culture militaire soviétique et la fascinante mode occidentale.

"Les premières décisions de la nouvelle administration géorgienne ne sont pas pour rassurer Moscou. Tbilissi passe en effet un accord avec le Pentagone, qui décide de privatiser sa présence militaire en Géorgie en passant un contrat avec des militaires américains à la retraite, afin qu'ils équipent et conseillent l'armée géorgienne. C'est la société américaine Cubic qui obtient le contrat de trois ans, pour un montant de 15 millions de dollars. Ce programme prend le relais de la collaboration avec Washington entamée sous Chevardnadze en 2002, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Les conseillers militaires américains se voient également confier comme mission d'améliorer la sécurité du pipeline BTC. En contrepartie, la Géorgie envoie 500 hommes soutenir les forces américaines en Irak.

Par ailleurs, le Secrétaire d'État Colin Powell révèle son souhait d'implanter des bases militaires sur le territoire géorgien. Il provoque naturellement la fureur de la Russie qui, sous la pression internationale, avait décidé quant à elle de démanteler certaines de ses bases en Géorgie dans les années à venir. La présence de l'armée américaine à quelques centaines de kilomètres de sa frontière méridionale entraîne l'annulation de cette décision."²⁷⁸

b - Armée géorgienne en 2008²⁷⁹

Sous le premier mandat du Président Saakachvili, le budget de la défense passe en cinq ans de 30 millions à 1 milliard de dollars américains, soit près de 10% du PIB. En 2007, il passe de 513 à 957 millions de laris. Ce qui fait que, depuis 2003, le budget de la défense a été multiplié par dix. Ces investissements doivent servir à mettre l'armée aux standards de l'OTAN dont elle veut faire partie.

Composition :

- Personnel : 30.000 hommes formant six brigades (quatre d'infanterie, une d'artillerie et logistique, un bataillon de chars
- Matériel : 240 chars, 60 véhicules de combat, 100 pièces d'artillerie, environ 10

²⁷⁸ Thierry Meyssan, 'Coups de maîtres sur l'échiquier géorgien', 2004
<<http://www.northstarcompass.org/french/nscfr27/georgia.htm>> [consulté le 1 octobre 2012].

²⁷⁹ 'Analyse, interprétation et conséquences des événements militaires en géorgie', <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/09_Georgie.pdf> [consulté le 7 octobre 2012].

avions de combat et 40 hélicoptères. La marine, basée à Poti, est composée de 7 patrouilleurs, 15 garde-côtes, 1 bataillon d'infanterie légère.

Des armes sont achetées un peu partout et les soldats sont équipés de manière hétéroclite. Par exemple :

*"Fin 2008, malgré les mises en garde russes, la Roumanie a exporté vers la Géorgie des armes d'infanterie et des grenades anti-char pour une valeur de 3,6 millions d'euros. Ces exportations ne sont pas illégales mais elles pourraient envenimer les relations avec Moscou."*²⁸⁰

La Géorgie dépense aussi beaucoup pour l'acquisition de tanks et de canons fabriqués en Ukraine, ou encore de vieux équipements des pays de l'Europe de l'Est ayant récemment adhéré à l'OTAN et souhaitant se débarrasser de leurs anciens armements soviétiques. Si la plupart de ces acquisitions sont incompatibles avec les standards de l'Alliance atlantique, elles pourraient servir dans de futurs conflits en Ossétie du Sud ou en Abkhazie qui ont proclamé unilatéralement leur indépendance.

L'armée géorgienne a achevé la construction d'une base militaire, capable d'héberger plus de trois mille soldats, à Sénaki, près de l'Abkhazie et une seconde base est en construction à Gori, à une demi-heure de Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud.

Le 25 février 2012, la Géorgie a présenté à la base militaire de Vaziani, à proximité de Tbilissi, son premier véhicule blindé de combat IFV (Infantry Fighting Vehicle), LAZIKA. Il a été développé par le Centre de recherche Delta du ministère géorgien de la Défense, et serait dans la phase finale de tests. Les dates de mise en production et les capacités de construction n'ont pas encore été communiquées.²⁸¹

Par ailleurs, le budget de la recherche et du développement dans l'ingénierie militaire a quadruplé entre 2010 et 2011, passant de 2,2 à 11,2 millions de dollars, alors que le budget de la défense proprement dit stagne pendant cette même période.²⁸²

²⁸⁰ Cotidianul, 'Des armes roumaines pour la Géorgie | Presseurop (français)', 2009 <<http://www.presseurop.eu/fr/content/news-brief/72231-des-armes-roumaines-pour-la-georgie>> [consulté le 16 octobre 2012].

²⁸¹ Civil Georgia, '[Défense : présentation du premier véhicule blindé construit en Géorgie (2012) - COLISÉE]', 2012 <http://colisee.org/article.php?id_article=3765> [consulté le 19 juin 2012].

²⁸² Sophie Tournon, 'Géorgie : le secteur militaire, promesse de paix, d'indépendance et d'avenir radieux - REGARD SUR L'EST', 2012 <http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1313&PHPSESSID=6e417b0c9e82fa650e5470399d4e854c> [consulté le 15 mai 2012].

AIDE AMÉRICAINE

- L'entraînement des forces géorgiennes a eu lieu sur la base de Krtsanisi à 20 km au sud de Tbilissi²⁸³ et a été confié aux Marines américaines et à l'armée anglaise.
- 2.600 géorgiens ont été entraînés, cinq unités tactiques ainsi que leur commandement.
- Le premier bataillon d'infanterie géorgien a été envoyé en Irak le 1er mars 2005 ; les troupes géorgiennes ont aussi participé aux opérations au Kosovo et en Afghanistan.

"Bases militaires russes et américaines en Géorgie (2008)" : voir carte p. 143

○ *Programme « Train and Equip »*

Ce programme a débuté en mai 2002 et, pour la première phase, s'est terminé en mai 2004 : des instructeurs militaires (Marines et Armée de Terre) ont été dépêchés pour moderniser les infrastructures militaires et former quelques bataillons d'infanterie de l'armée géorgienne. La formation d'un bataillon s'étale sur 100 jours.

Quatre bataillons de 600 hommes et leur état-major ont été formés, équipés d'armes légères, de véhicules et de moyens de communication pour participer aux opérations de maintien de la paix en Irak, aller en Afghanistan, participer à la guerre contre le terrorisme. Les entraînements ont eu lieu sur la base de Krtsanisi à 20 km au sud de Tbilissi.²⁸⁴

Il été prorogé en 2004 et 2006 et s'est terminé en septembre 2007. En tout 2.600 géorgiens ont été entraînés. Ce programme comprenait 70 instructeurs pour l'entraînement et l'équipement de deux bataillons d'infanterie supplémentaires, deux régiments logistiques et les bureaux opérations d'instruction de ces régiments ainsi que leur commandement. Son coût total a été 250 millions de dollars²⁸⁵.

○ *"Georgia Sustainment and Stability Operations Program" (GSSOP)²⁸⁶*

²⁸³ Simon Lourié, 'Géorgie : formation militaire - reportage de Regard sur l'Est', 2003 <http://www.regard-est.com/home/Reportages/Georgie_A/Georgie.htm> [consulté 3 novembre 2011].

²⁸⁴ Simon Lourié.

²⁸⁵ Pierre Razoux, op. cit. p. 266

²⁸⁶ Global Security.org, 'Georgia Security & Stability Operations (Georgia SSOP)', 2011 <<http://www.globalsecurity.org/military/ops/gssop.htm>> [consulté le 25 septembre 2012].

Ce programme a remplacé le précédent et a débuté en janvier 2005 ; il devait consolider son action et ses acquis et continuer la mise aux normes occidentales des forces armées géorgiennes. La Bulgarie, la Hongrie, la Tchéquie, la Roumanie y ont contribué en fournissant des armes et des munitions. En janvier 2005 a commencé la première phase d'évaluation des militaires pour préparer le commandement et les soldats géorgiens à participer à la Force Multinationale de Maintien de la Paix en Irak et de la sécurité dans le Caucase. Le 1er mars le premier bataillon était déployé en Irak.

L'adaptation des soldats géorgiens a été très difficile, les styles de commandement américain et géorgien étant très différents. En effet, le style géorgien hérité des soviétiques fait en sorte que les officiers contrôlent tout dans les moindres détails, alors que le style américain responsabilise. Le programme était censé se terminer à l'été 2006, mais a été maintenu jusqu'en septembre 2007. Il a coûté 60 millions de dollars environ.

○ ***Exercice "Immediate Response 2008"***

Plusieurs ressortissants géorgiens (600), ukrainiens, azéris, arméniens (moins nombreux) et 2.000 américains ont participé à ces exercices qui consistaient en combats en armes légères, combats de sauvetage et exercices en situation. Ces exercices de deux semaines se passaient à Vaziani, ancienne base soviétique, près de Tbilissi.²⁸⁷

En contrepartie de cette très importante aide des États-Unis, les autorités géorgiennes sont prêtes à accepter d'installer sur leur sol des éléments du bouclier antimissile américain.²⁸⁸

AIDE ISRAËLIENNE

La forte communauté juive d'origine géorgienne, installée en Israël depuis la libéralisation des déplacements au temps de la « *glasnost* » de Michael Gorbatchev, a facilité les contacts avec les firmes d'armement israéliennes. La coopération entre la Géorgie et Israël a été aussi favorisée par la double nationalité du Ministre de la Défense Davit Kezerachvili :

"Sa porte a toujours été ouverte pour les israéliens qui venaient offrir des systèmes d'armement fabriqués en Israël. Comparé à d'autres pays de l'Europe de l'Est, les

²⁸⁷ Reuters, 'U.S. Troops Start Training Exercise in Georgia | Reuters', 2008
<<http://www.reuters.com/article/2008/07/15/us-georgia-Etats-Unis-exercices-idUSL1556589920080715>>
[consulté le 7 octobre 2012].

²⁸⁸ 'Escalade militaire dans le caucase, par Vicken Cheterian (Le Monde Diplomatique)', 2007
<<http://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CHETERIAN/14953>> [consulté le 24 mai 2011].

affaires avec ce pays ont été menées rapidement, principalement du fait de l'implication personnelle du ministre de la défense. ²⁸⁹

Israël a commencé à vendre des armes à la Géorgie en 2001, les prêts américains en facilitant l'achat. Son industrie lui a vendu des drones, des tourelleaux téléopérés pour blindés, des systèmes anti-aériens, des systèmes de communication, des bombes et des roquettes ; elle a aussi modernisé des équipements légués par les soviétiques.

Israël aurait fourni une assistance technique pour la formation de forces spéciales sur le modèle des Sayeret Matkal israéliens. Selon le journal israélien Debka File, des "*conseillers ont indubitablement participé de façon active aux préparatifs militaires de l'armée géorgienne.*" Selon un article de haaretz.com du 10 août 2008, Israël réalise pour 200 millions de dollars d'affaires dans le domaine militaire avec la Géorgie.

Par ailleurs, selon Arnaud de Borchgrave, du Washington Times, dans un article daté du 8 septembre 2008, un accord secret aurait été conclu entre Israël et la Géorgie : deux bases militaires en Géorgie du sud seraient affectées aux chasseurs-bombardiers israéliens d'où pourrait être lancée une attaque contre les installations nucléaires iraniennes. Cet accord permettrait de réduire considérablement la distance Israël-Iran. ²⁹⁰

De plus, le Général Anatoly Nogovitsyn, Chef d'État-major adjoint russe, a fait état de toutes les ventes d'Israël à la Géorgie : "*huit types de véhicules militaires, explosifs, mines et explosifs spéciaux de déminage. Le nombre de militaires israéliens entraînant les géorgiens se situe dans une fourchette de 100 à 1.000 individus.*" ²⁹¹

Pendant la guerre d'août 2008, l'offensive militaire contre l'Ossétie du Sud doit beaucoup aux conseillers militaires israéliens présents sur place qui ont participé de façon active aux préparatifs militaires.

AIDE TURQUE

Dans les années précédant le conflit russo-géorgien, la Turquie a livré à la Géorgie

²⁸⁹ Mireille Delamarre, 'Guerre en Géorgie : la connexion Israélienne – Le Ministre de la Défense géorgien est un ex israélien', 2008 <http://www.planetenonviolence.org/Guerre-en-Georgie-la-Connection-Israelienne-Le-Ministre-de-la-Defense-Georgien-est-un-ex-Israelien_a1645.html> [consulté le 23 mai 2013].

²⁹⁰ Arnaud de Borchgrave, 'De Borchgrave : Israel of the Caucasus? - Washington Times', 2008 <<http://www.washingtontimes.com/news/2008/sep/04/israel-of-the-caucasus/?page=all>> [consulté le 24 septembre 2011].

²⁹¹ Arnaud de Borchgrave.

soixante engins de transport blindés. D'après les Russes, la Géorgie aurait signé un contrat, probablement non exécuté au moment de la guerre, de cent autres véhicules de combat d'infanterie.²⁹²

La Turquie forme des officiers géorgiens dans ses Écoles. Elle a modernisé la base aérienne de Marnéouli et a encadré et rééquipé la 11^{ème} brigade mécanisée, considérée comme l'unité d'élite de l'armée.

AIDE FRANÇAISE, ALLEMANDE, ANGLAISE

- Les Français offrent un hôpital de campagne, forment et entraînent un bataillon d'infanterie de montagne.
- Les Anglais réforment l'Académie Militaire et se font professeurs d'anglais.
- Les Allemands réorganisent la logistique de l'armée et donnent des véhicules militaires usagés.²⁹³

c - Alignement aux normes de l'OTAN

"Le 7 mars 1994, Édouard Chevardnadze est fastueusement reçu à Washington par Bill Clinton. Son hôte déploie le tapis rouge et lui promet une assistance humanitaire de 70 millions de dollars et un appui politique sans faille pour résoudre les conflits internes. Il lui demande toutefois de bien vouloir adhérer au Partenariat Pour la Paix (PPP), qui vise à assister militairement les pays d'Europe de l'Est issus de l'ancien pacte de Varsovie, un nouveau programme de l'OTAN, en vue d'accélérer leur processus de démocratisation et faciliter leur ancrage occidental."²⁹⁴

C'est donc très tôt après la déclaration d'indépendance que les dirigeants géorgiens se tournent vers l'OTAN, l'année 2012 étant le vingtième anniversaire de la coopération de la Géorgie avec l'OTAN. L'Organisation accueille favorablement la demande d'adhésion des dirigeants géorgiens. En contrepartie d'avantages et d'aides, en particulier sur le plan militaire, elle impose des normes à appliquer impérativement, ce qui implique des réformes

²⁹² 'Analyse, interprétation et conséquences des événements militaires en géorgie'.

²⁹³ Pierre Razoux, op. cit, p. 247

²⁹⁴ Pierre Razoux, op. cit. p. 240

importantes pour une armée jusqu'alors bâtie sur le modèle soviétique. Il est effectivement logique que la Géorgie se mette au diapason de ses alliés occidentaux si elle veut pouvoir collaborer avec eux.

CE QUE DEMANDE L'OTAN À LA GÉORGIE

Les demandes de l'OTAN sont toujours les mêmes au fil des années. A chaque réunion de la Commission OTAN-Géorgie sont mesurés, à l'aune des critères américains, les « progrès » faits par la Géorgie. Ces demandes sont :

- des réformes dans les domaines de la défense et de la sécurité
- l'amélioration du système de gestion du personnel au sein de l'appareil militaire,
- la transparence du budget de la défense
- l'interopérabilité de ses forces avec celles des pays membres de l'OTAN.

Accueillant le Président Mikheil Saakachvili, le 3 avril 2012, au siège de l'OTAN à Bruxelles, le Secrétaire Général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, a fait l'éloge de la Géorgie pour son engagement envers son Organisation et en faveur des réformes internes.²⁹⁵

CE QUE FAIT LA GÉORGIE POUR L'OTAN

D'une manière générale, la Géorgie contribue aux opérations dirigées par l'OTAN :

- Contribution à la sécurité euro-atlantique : au 30 août 2011, l'armée géorgienne compte 937 militaires au sein de la FIAS et elle est le second contributeur non membre de l'OTAN de ses forces. Le 3 février 2010, le Général Bornemann, Directeur général de l'État-major militaire international au siège de l'OTAN, a insisté sur l'importance de la participation de la Géorgie aux opérations de la FIAS²⁹⁶,
- Participation aux opérations de surveillance maritime contre le terrorisme en Méditerranée dans le cadre "*Operation Active Endeavour*",

²⁹⁵ OTAN / DOC OFFICIEL, 'NATO - News: Le Secrétaire Général de l'OTAN fait l'éloge de l'engagement et des réformes de la géorgie, 03-apr.-2012', 2012 <http://www.nato.int/cps/fr/sid-95291922-66119015/natolive/news_85721.htm> [consulté le 12 octobre 2012].

²⁹⁶ 'NATO - News : l'OTAN fait le point sur la coopération militaire avec la Géorgie, 03-Feb.-2011' <http://www.nato.int/cps/fr/natolive/news_70361.htm?selectedLocale=fr> [consulté le 11 mai 2011].

- Coopération militaire OTAN-Géorgie,
- Installation en Géorgie, fin août 2008, d'un système de contrôle aérien pour pallier les destructions de la guerre,
- Aide à la restauration de son potentiel militaire, mais sans livrer d'armes,
- Manœuvres virtuelles d'interopérabilité des armées alliées de l'OTAN, près de Tbilissi, pendant un mois. Elles rassemblent environ 1.100 soldats de pays de l'OTAN mais aussi d'États membres du Partenariat pour la Paix de l'OTAN²⁹⁷,
- Coopération pratique, y compris sur les défis de sécurité émergents comme le terrorisme, les risques en matière de cyber-sécurité et de sécurité énergétique,
- Lancement du projet Géorgie III faisant appel à un fonds d'affectation spécial de l'OTAN (enlèvement des restes explosifs de guerre et soutien en matière de réadaptation médicale)²⁹⁸ en s'efforçant d'obtenir de nouvelles contributions pour ce projet en 2011.²⁹⁹

La Commission OTAN-Géorgie a également discuté le 9 novembre 2011 de mesures concrètes pour renforcer les relations de la Géorgie avec l'OTAN, et elle a décidé de poursuivre ses travaux dans le but

- d'apporter un soutien à la participation de la Géorgie à la FIAS ;
- d'accroître l'interopérabilité dans la coopération militaire, la gestion de crise et les plans civils d'urgence ;
- de développer la coopération en matière de formation et d'entraînement (Académie de défense nationale de Géorgie) ;
- de renforcer le rôle du programme de perfectionnement professionnel dans l'affermissement de la capacité de contrôle démocratique par les civils du secteur de la défense et de la sécurité en Géorgie.

²⁹⁷ AFP, 'Lalibre.be - les manœuvres de l'OTAN commencent en Géorgie', 2009 <<http://www.lalibre.be/actu/international/article/500489/les-manoeuvres-de-l-otan-commencent-en-georgie.html>> [consulté le 10 octobre 2012].

²⁹⁸ OTAN / DOC OFFICIEL, 'NATO - Official Text: déclaration conjointe - réunion de la commission OTAN-Géorgie (COG) au niveau des ambassadeurs avec la participation du Premier Ministre Géorgien, 9 Novembre 2011, Tbilissi, Géorgie, 09-Nov.-2011', 2011 <http://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_80593.htm> [consulté le 3 octobre 2012].

²⁹⁹ OTAN / DOC OFFICIEL.

Exercice conjoint États-Unis-Géorgie du 10 au 24 mars 2012 appelé « *Esprit Agile 2012* » à Vaziani. Son objectif : accroître l'interopérabilité des échanges entre les forces et renforcer mutuellement leur capacité pour des opérations anti-insurrectionnelles et maintien de la paix, y compris pour de petites unités tactiques, les opérations de convoi, et la formation sur engin explosif.

Finally, le Secrétaire Général délégué de l'OTAN, lors de sa visite en Géorgie en juin 2012, a fortement encouragé le Gouvernement géorgien à continuer sur la voie des réformes pour renforcer l'interopérabilité de ses forces armées avec celles de l'OTAN.

*"C'est l'une des clés de la concrétisation des aspirations géorgiennes à l'adhésion"*³⁰⁰
a-t-il expliqué.

d - L'armée géorgienne dans l'arène

En raison de la brièveté du conflit, les morts ont été relativement peu nombreux, mais les blessés, dont certains très grièvement, beaucoup plus. Et un rude coup a été porté à l'armée et aux infrastructures civiles géorgiennes.

PERTES HUMAINES³⁰¹

- Géorgiens : près de 450 victimes, dont 228 civils. Il y a eu 2.200 blessés, dont certains très grièvement.
- Ossètes du Sud : environ 150 morts et 500 blessés.
- Russes : perte de 71 soldats et 283 blessés.

De plus, environ 150.000 personnes ont été déplacées ; près de 20.000 Géorgiens ont fui l'Ossétie du Sud et viennent grossir le nombre des victimes des conflits antérieurs.

³⁰⁰ OTAN / DOC OFFICIEL, 'NATO - News: En visite en Géorgie, le Secrétaire Général Délégué de l'OTAN présente les résultats du sommet de Chicago et salue les réformes, 28-Jun.-2012', 2012
<http://www.nato.int/cps/fr/SID-879022DA-57D7483A/natolive/news_88796.htm> [consulté le 10 octobre 2012].

³⁰¹ Pierre Razoux, op. cit, p. 333

PERTES MATÉRIELLES³⁰²

La rapidité de réaction de la Russie, surtout de sa flotte, montre un degré de préparation avancé qui précède sans aucun doute l'attaque géorgienne sur Tskhinvali, le 7 août.³⁰³ Selon le Ministre de la Défense, Davit Kezerachvili, les pertes subies représentent quelque 250 millions en matériel et systèmes d'armes perfectionnés, dont une soixantaine des 240 chars de bataille que possédait le pays. Lors de la retraite, qui se transforme quasiment en déroute, des quantités importantes de matériel et de munitions sont abandonnées.

Une grande partie des pièces d'artillerie et batteries de défense antiaérienne relativement modernes du pays a été détruite ou saisie lors des combats. De plus, presque tous les bâtiments de la Marine nationale et les garde-côtes ont été mis hors service à la suite de l'occupation du port de Poti.

Le but des forces russes aussi bien terrestres qu'aériennes était avant tout de détruire le potentiel militaire géorgien. Lors des raids, quantités de matériels ont été emportés, en particulier dans les bases de Gori et Senaki. Après le cessez-le-feu, les russes mènent plusieurs expéditions à l'intérieur du pays pour détruire le plus de matériels et d'infrastructures militaires possible, surtout sur le port de Poti.³⁰⁴

REMISE EN ÉTAT DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ARMÉE

La Géorgie ne peut se contenter d'attendre, elle doit renforcer son armée mise en déroute en 2008, racheter des armes et moderniser son infrastructure.

Au titre de son partenariat avec la Géorgie, l'OTAN se doit de l'aider à restaurer son potentiel militaire, mais ne lui livre pas d'armes. Elle s'est limitée à installer, fin août, un

³⁰² RUI Gomes Da Silva (Portugal), 'NATO PA - 180 PCNP 09 F Rév 1 - La Georgie et l'OTAN', 2009 <<http://www.nato-pa.int/Default.asp?CAT2=1765&CAT1=16&CAT0=2&COM=1776&MOD=0&SMD=0&SSMD=0&STA=0&ID=0&PAR=0&LNG=1>> [consulté le 24 mai 2011].

³⁰³ Stéphane Mantoux, 'L'ombre de Ghost Recon. la Guerre de Cinq Jours en Ossétie du Sud-Géorgie (7-12 Août 2008) – Part. 3 | Alliance Géostratégique', 2010 <<http://alliancegeostrategie.org/2010/05/02/1%E2%80%99ombre-de-ghost-recon-la-guerre-de-cinq-jours-en-ossetie-du-sud-georgie-7-12-aout-2008-%E2%80%93-part-3/>> [consulté le 13 octobre 2012].

³⁰⁴ Stéphane Mantoux, 'L'ombre de Ghost Recon. la Guerre de Cinq Jours en Ossétie du Sud-Géorgie (7-12 Août 2008) – Part. 2 | Alliance Géostratégique', 2010 <<http://alliancegeostrategie.org/2010/04/18/lombre-de-ghost-recon-la-guerre-de-cinq-jours-en-ossetie-du-sud-georgie-7-12-aout-2008-%E2%80%93-part-2/>> [consulté le 13 octobre 2012].

système de contrôle aérien pour pallier les destructions de la guerre. Le rééquipement de l'armée géorgienne, dont Washington est le principal fournisseur, relève du Gouvernement géorgien.³⁰⁵

La politique des États-Unis fluctue pour ce qui est de procurer des armes à la Géorgie. La Secrétaire d'État, Hillary Clinton a déclaré lors d'un entretien accordé à la radio Écho de Moscou : "*Tbilissi peut compter sur le soutien militaire prêté par Washington.*"³⁰⁶

e - L'abandon du rêve nationaliste géorgien ?

Dès son élection en janvier 2004, le Président Saakachvili a nettement déclaré que son but premier était de construire une Géorgie forte, indépendante et unifiée.

A son arrivée au pouvoir, trois provinces faisaient sécession : l'Adjarie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Il a réussi sans drame la réintégration complète de l'Adjarie au sein de la communauté géorgienne. Malheureusement, ce n'a pas été le cas pour les deux autres provinces d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud qui, soutenues par Moscou, sont fermement décidées à rester indépendantes, quel que soit le sens qu'elles donnent à ce mot, et en tout cas séparées de la Géorgie.

Cette guerre a donc été un échec et la fierté nationale géorgienne a été très affectée par la défaite : le Président n'a pas pu tenir sa promesse de restaurer l'intégrité territoriale. Et les Géorgiens ont dû faire leur deuil des deux provinces sécessionnistes, ce qui signifie l'abandon de leur rêve national.

La Géorgie se trouve écartelée entre deux mondes qui ne peuvent se concilier : l'indépendance totale ou l'intégration dans une entité protectrice, mais exigeante. Après la guerre de 2008, le choix entre ces deux politiques divise l'opinion géorgienne :

- Les nationalistes ne souhaitent que l'amélioration du niveau de vie de leurs concitoyens et peser politiquement dans le concert des nations en profitant d'un monde multipolaire.

³⁰⁵ 'Réunion de l'OTAN à Budapest au chevet de l'armée géorgienne - RTL Info', *rtl.be/info*, 2008 <<http://www.rtl.be/info/monde/europe/180296/reunion-de-l-otan-a-budapest-au-chevet-de-l-armee-georgienne>> [consulté le 16 mai 2011].

³⁰⁶ RIA-Novosti, 'Washington continuera de soutenir le peuple géorgien (Clinton) | International | RIA-Novosti', 2009 <<http://fr.ria.ru/world/20091014/123494923.html>> [consulté le 11 juin 2013].

- Les mondialistes pro-américains veulent, eux, l'intégration de la Géorgie dans un ensemble unipolaire bénéficiant du parapluie américain.

Le Président Saakachvili a choisi le modèle économique et politique américain par conviction personnelle : il connaît bien l'Occident, en particulier les États-Unis où il a fait des études, et l'Europe où il a également étudié, à Strasbourg. Il ne s'est malheureusement pas rendu compte que le Gouvernement américain était en train de changer sa politique vis-à-vis de la Russie et que le moment n'était plus à l'affrontement mais à l'apaisement.

Il n'en demeure pas moins que l'armée géorgienne reste engagée dans différents conflits orchestrés par l'OTAN. Si elle a retiré, en avril 2008, son contingent de 150 hommes participant à une opération de maintien de la paix au Kosovo, c'est pour les envoyer dans une autre zone de conflits, l'Afghanistan. En effet, la Géorgie, qui espère adhérer à l'Alliance atlantique, a décidé d'envoyer au sein de la FIAS, dans le cadre de l'opération menée par l'Otan, 174 militaires en 2009 et 937 en 2011.

Un autre terrain d'opérations est la surveillance des anciennes zones de conflits, Abkhazie et Ossétie du Sud. En liaison avec la *Mission de Surveillance de l'Union Européenne*, la MSUE, ils patrouillent le long des frontières. Aux yeux du diplomate bulgare, Philip Dimitrov, le représentant de l'Union européenne à Tbilissi,

*" le conflit entre Géorgie et Russie est enlisé dans un statu quo. La présence de la communauté internationale est importante car elle donne une impression de sécurité aux populations vivant près des frontières administratives."*³⁰⁷

³⁰⁷ Prune Antoine, 'Entre les lignes - Reportages Inédits', 2012 <<http://www.revue21.fr/Entre-les-lignes>> [consulté le 11 juin 2013].

Conclusion

La Géorgie d'aujourd'hui est un État qui doute, ce qui ne l'empêche pas d'espérer. Un pays à la démographie chancelante : une émigration fluctuante plus ou moins importante suivant les conditions économiques, un solde naturel démographique proche de zéro. Sa jeunesse est tiraillée entre un monde caucasien traditionnel, peu compétitif et techniquement dépassé à l'ère de la mondialisation, et un libéralisme à la mode anglo-saxonne dont la courbe de chômage dessine les limites, avec en toile de fond une économie en proie à la crise après avoir vaillamment résisté à coup de subsides américains.

Mais se considérant trahie par ceux qu'elle croyait ses alliés devant la réaction russe, la Géorgie n'a pourtant pas abandonné ses espoirs atlantiques et européens. La guerre de 2008 a été un catalyseur pour le champ des possibles qui s'ouvrait alors au petit pays caucasien ; la chose aurait dû en rester là : les tensions, exacerbées, ont poussé les pays ayant un projet de puissance clairement défini dans un monde multipolaire à s'engager d'un côté ou l'autre. La voie du pays des loups semblait déjà toute tracée : l'intégration dans les institutions internationales, et, après l'OMC, conformément aux déclarations allemandes et américaines, rejoindre l'OTAN et l'Union Européenne paraissait une évidence.

Seulement, la Russie devait poser aux yeux du monde la validité de son propre projet de puissance ; bradée par les oligarques depuis la chute de l'empire soviétique, humiliée dans les Balkans, saignée en Tchétchénie, la Russie nouvelle, voyant la porte des hydrocarbures – vecteur du renouveau de sa puissance – se fermer et l'identité de son étranger proche menacée, ne pouvait plus attendre : cette réaction, c'est le pas de clerc des dirigeants géorgiens, trop sûrs du soutien infaillible de leurs nouveaux alliés. La montée en puissance d'une armée modernisée, formée par les Américains, les Anglais, les Français et les Israéliens, effectuant des exercices conjoints et combattant avec les troupes américaines en Irak comme en Afghanistan mise en perspective avec la faiblesse présumée d'une armée russe vétuste et ligotée par le concert des nations a en effet poussée le Gouvernement géorgien, contre l'avis même de ses Officiers généraux, à passer à l'attaque avec des résultats décevants même si la vaillance des troupes géorgiennes n'a, à aucun moment, été remise en cause.

Si le soutien diplomatique à la Géorgie n'a pas failli, le rapport de force a changé. L'intégration atlantique ou européenne est remise aux calendes grecques et la force du mouvement des "*révolutions de couleurs*" s'essouffle de jour en jour. Les pays voisins, qui avaient cherché à suivre le même modèle, comme l'Ukraine, s'en éloignent désormais. Sur le plan économique, les subsides étrangers, en particulier américains, qui avaient permis à la Géorgie d'affronter vaillamment la crise économique, s'amenuisent eux aussi.

Au bilan cependant, l'ère Saakachvili est tout sauf négative : outre l'aspect économique, où la multiplication des investissements étrangers est devenue une réalité, sur le terrain, le patriotisme du Président Saakachvili a changé la donne. Exit la corruption érigée en norme de vie ; exit le grand banditisme qui ravageait alors la plaine caucasienne ; exit les infrastructures obsolètes de l'ère stalinienne ; exit une armée et une police à plusieurs vitesses. Le territoire est maîtrisé, les facteurs de puissance d'un État de droit sont réunis ; l'État géorgien, respecté intérieurement, est reconnu dans le jeu international. Certes, les notions de peuples et de leur autodétermination ont été quelque peu bousculées, et l'intervention russe, en réoccupant Abkhazie et Ossétie, a changé les projets de la Grande Géorgie. Mais à tout prendre, les étapes du projet ont permis de reconstituer un pays, ce que d'ailleurs le nouveau Gouvernement ne nie pas.

Car la Géorgie ne donne pas seulement dans l'illusion : elle est désormais un pays moderne, avec une volonté assurée de puissance régionale ; jouer la carte occidentale était la carte à jouer pour sortir de l'archaïsme où elle se trouvait, tout en se plaçant dans le jeu international sur la route des hydrocarbures.

Quels que soient les vainqueurs, Russes ou Américains, le résultat pour la Géorgie est acquis : un territoire maîtrisé, aux confins de deux systèmes impériaux, un pays par lequel il faut passer pour maîtriser le Caucase ; une région ancrée dans la géopolitique mondiale, étranger proche et limes d'un monde slave cherchant l'autarcie d'un côté, "*Heartland*" et cœur de la domination mondiale de l'autre.

L'avenir de la Géorgie doit maintenant être mis en perspective avec l'ensemble de sa région. Désormais acteur régional, elle apprend du changement de Gouvernement en Ukraine comme de son propre changement de Gouvernement. Outre la volonté des populations, dont les motivations oscillent entre quête d'un renouveau identitaire et intégration dans la mondialisation, la politique géorgienne suit les faits et gestes des deux grands tutélaires. Après avoir clamé haut et fort vouloir accueillir sur son territoire des éléments de *Bouclier*

Anti-missile américain, le pouvoir géorgien accorde désormais, depuis mars 2012, l'entrée sans visa du territoire aux citoyens russes, sans pour autant, après l'avènement du milliardaire Bidzina Ivanichvili à la tête du Gouvernement géorgien, renoncer à l'OTAN ou encore à l'Union Européenne.³⁰⁸

La source de la diversité des approvisionnements de l'Union Européenne ou des États-Unis, opposé au socle d'un renouveau russe théorisé par Vladimir Poutine fait que la Géorgie devra encore longtemps composer avec les pressions des acteurs d'un monde désormais multipolaire. A la limite de deux influences sa position de carrefour énergétique lui donne, pour quelque temps encore, de l'influence régionale. A en croire les politiques géorgiens, qui inscrivent leurs actions à l'Ouest en voulant entrer dans l'OTAN ou l'Union Européenne, comme à l'Est en normalisant leurs relations avec la Russie, sur le temps long la Géorgie n'a pas fini de faire parler d'elle.

Si l'impossibilité de faire une prospective fiable en géopolitique est réelle, il est tentant d'imaginer que la petite nation caucasienne, à l'aune d'une identité très forte, continuera à résister en s'adaptant. Ayant résisté à l'URSS, la Géorgie renouvelée du XXIème siècle trouvera très certainement son avantage des ressources de l'Ouest et des relations avec l'Est sans tomber dans leurs excès et leurs vicissitudes.

L'image d'une écluse régionale, tantôt ouverte tantôt fermée à l'extérieur, traversée d'un courant qu'elle régule à son gré, pour s'en remplir ou s'en vider, tombe fort à propos.

³⁰⁸ RIA-Novosti, « La stratégie de la Géorgie reste inchangée, et le pays reste toujours dans la voie choisie par son peuple, l'Union européenne et, au regard de la sécurité, l'OTAN demeurant toujours la principale aspiration de la Géorgie. Néanmoins, nos relations avec la Russie doivent se normaliser », a indiqué M.Ivanichvili | International | RIA-Novosti', 2012 <<http://fr.rian.ru/world/20121002/196208745.html>> [consulté le 12 juin 2012].